

Informationsblat

N°116 -2013

Bulletin d'information de l'Administration communale de Sanem



Commune de Sanem



Inhaltsverzeichnis

3	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 16 novembre 2012
15	Gemeinderatssitzung Sanem vom 16. November 2012 Glasfasernetz wird in der Gemeinde ausgebaut
20	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du lundi, 17 décembre 2012
31	Gemeinderatssitzung Sanem vom 17. Dezember 2012 Budgetvorlage 2013 vom Schöffenrat vorgestellt
43	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 21 décembre 2012
51	Gemeinderatssitzung Sanem vom 21. Dezember 2012 Budget 2013 mit Stimmen der Mehrheit angenommen

Impressum

Editeur responsable:	Administration Communale de Sanem B.p. 74 L-4401 Belvaux Tél. (00352) 59 30 75 - 1 Fax (00352) 59 30 75 - 567 e-mail mail@sanem.lu www.sanem.lu
Conception et réalisation:	F' C R E A T I O N S
Textes et photos:	Secrétariat communal



Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 16 novembre 2012

date de l'annonce publique:

9 novembre 2012

date de la convocation des conseillers:

9 novembre 2012

début:

14h15

fin:

16h30

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Angelsberg Dagmar, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Rings Robert, M. Schlessner Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine, M. Urbany Serge M. Theisen Luc, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):

Néant

Premier votant:

Mme Cecchetti Myriam

M. Piscitelli José n'a pas pris part au vote des points 1 à 20.

M. Lorang Mike n'a pas pris part au vote du point 24.

M. Urbany Serge a quitté la séance après le vote du point 28.

M. Schlessner Jean-Pierre n'a pas pris part au vote du point 37.

Le collège des bourgmestre et échevins demande au conseil communal de bien vouloir retirer le point suivant de l'ordre du jour:

34. Approbation de la démission de la dame KAUSCHÉ épouse RINALDIS Nancy aide-éducatrice, à durée indéterminée avec une tâche de 16 heures/semaine, à la MAISON RELAIS SANEM sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'aide-éducatrice PE5

Vote unanime



Ordre du jour

Assermentation de Monsieur Luc Duhr comme fonctionnaire de la Commune de Sanem.

1. Correspondance et Informations

PROJETS

2. Participation au projet FTTH des P&T, renouvellement de la conduite d'eau, des colliers de prise et des hydrants. Devis estimatif détaillé: 1.800.000,- € (article budgétaire: 4/0740/2143/107)

Vote unanime

3. Participation au projet FTTH des P&T, mise en souterrain Creos et Eltrona. Devis estimatif détaillé: 760.000,- €(article budgétaire: 4/1212/2133/120)

Vote unanime

4. Réaménagement d'une aubette dans la rue d'Oberkorn à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 25.000,- €(article budgétaire: 4/1213/2123/003)

Vote unanime

5. Remplacement urgent du chauffage au bâtiment 220, rue de Differdange à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 25.000,- €(article budgétaire: 4/0613/2123/011)

Vote unanime

6. Remplacement urgent du chauffage au bâtiment 20, rue du Château à Sanem. Devis estimatif détaillé: 12.000,- €et crédit: 12.000,- (article budgétaire: 4/0613/2123/011)

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

7. Approbation d'un acte de vente du 30 janvier 2012 avec les époux PINTO-DE MOURA LOUREIRO concernant l'acquisition de deux parcelles de terrain sises au lieu-dit «Rue du Brill» à Belvaux d'une contenance totale de 1 are 19 centiares (droit de préemption)

Vote unanime

8. Approbation d'un acte d'échange avec la société civile immobilière «A-FUTURA SCl» concernant des terrains sis à Belvaux

Vote unanime

FINANCES

9. Modification budgétaire de 3.450.000,- € (dépense - article budgétaire: 4/0643/2123/006) et de 2.904.900,- (recette - article budgétaire 1/0643/1440/009) concernant la construction d'un C.I.PA. à Belvaux

Vote unanime

10. Approbation du compte administratif de l'exercice 2010

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Total des recettes	45 176 931,87	16 098 751,06
Total des dépenses	35 752 047,17	20 391 117,66
Boni propre de l'exercice	9 424 884,70	
Mali propre de l'exercice		4 292 366,60
Boni du compte de 2009	4 170 511,45	
Mali du compte 2009		
Boni général	13 595 396,15	
Mali général		4 292 366,60
Transfert de l'ordinaire vers l'extraordinaire	- 4 292 366,60	+ 4 292 366,60
Boni définitif	9 303 029,55	
Mali définitif		

Vote(s) positif(s): 9	Vote(s) négatif(s): 4	Abstention(s): 1
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Engel Georges, Goelhausen Marco, Reuter-Angelsberg Dagmar, Rings Robert, Schlesser Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine	Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia	Urbany Serge

11. Approbation du compte de gestion de l'exercice 2010

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Total des recettes	45 176 931,87	16 098 751,06
Total des dépenses	35 752 047,17	20 391 117,66
Boni propre de l'exercice	9 424 884,70	
Mali propre de l'exercice		4 292 366,60
Boni du compte de 2009	4 170 511,45	
Mali du compte 2009		
Boni général	13 595 396,15	
Mali général		4 292 366,60
Transfert de l'ordinaire vers l'extraordinaire	- 4 292 366,60	+ 4 292 366,60
Boni définitif	9 303 029,55	
Mali définitif		


Vote(s) positif(s): 14

Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis,
Cecchetti Myriam, Engel Georges,
Goelhausen Marco, Lorang Mike,
Morgenthaler Nathalie, Reuter-Angelsberg
Dagmar, Reuter-Bauler Carine,
Rings Robert, Schlessler Jean-Pierre,
Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp
Nadine, Urbany Serge

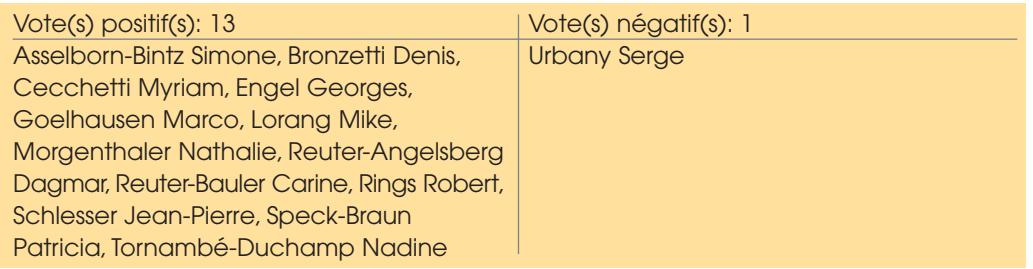
12. Approbation du plan de gestion de la forêt communale de la Commune de Sanem pour l'année 2013

Vote unanime

13. Office Régional du Tourisme Sud - ORT Sud:
a. approbation des statuts de l'asbl
b. décision d'adhésion
c. modification budgétaire de 7.309,50 € pour l'année 2012 (article budgétaire: 3/1160/6324/001)

Vote unanime

14. Adaptation du prix de pension journalier des chambres de vacances du C.I.P.A.
«Résidence op der Waassertrap»
o Adaptation du «prix de pension»
• Lit de vacances: 85,24 € / jour (=+2,5%)


Vote(s) positif(s): 13

Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis,
Cecchetti Myriam, Engel Georges,
Goelhausen Marco, Lorang Mike,
Morgenthaler Nathalie, Reuter-Angelsberg
Dagmar, Reuter-Bauler Carine, Rings Robert,
Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun
Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine

Vote(s) négatif(s): 1

Urbany Serge

15. Modification du règlement communal relatif à l'octroi de subventions pour appareils ménagers à faible consommation en énergie

Règlement concernant l'octroi de subventions pour appareils ménagers à faible consommation en énergie – classe A+++

Le conseil communal,

Vu le règlement grand-ducal du 17 juillet 2001 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables;

Faisant état que notre commune, membre du «Klimabündnis Lëtzebuerg», s'est engagée en signant une convention, approuvée par le conseil communal le 27 juin 1997, à réduire la consommation d'énergie et, par conséquent, les émissions de gaz à effet de serre sur notre territoire;

Revu la délibération du 1^{er} janvier 2005, aux termes de laquelle le conseil communal avait décidé d'accorder une subvention pour l'acquisition d'appareils ménagers remplissant les conditions écologiques de la classe A+ et A++ et vu l'évolution rapide dans les techniques de production d'appareils à usage ménager;

Vu la directive européenne 2009/125/CE du 21 octobre 2009 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits liés à l'énergie;

À l'unanimité des voix approuve le règlement suivant:

Règlement concernant l'octroi de subventions pour appareils ménagers à faible consommation en énergie – classe A+++

1. Objet:

Il est accordé sous les conditions et modalités définies ci-après une subvention pour l'achat de réfrigérateurs, congélateurs, machines à laver et lave-vaisselle, pour autant que ces appareils relèvent de la classe d'efficacité énergétique A+++ selon la directive européenne et soient exploités dans des bâtiments sis sur le territoire de la commune de Sanem.

2. Bénéficiaires:

Peuvent bénéficier des subventions faisant objet du présent règlement

- toute personne ou ménage ayant éliminé un appareil existant
- tout ménage nouvellement constitué.

Ne peuvent bénéficier des subventions toute personne ou ménage ayant procédé à l'acquisition d'un appareil supplémentaire.

La subvention est accordée dans l'intérêt des immeubles réservés principalement au logement.

Sont exclus du présent règlement communal les locaux à usage professionnel ou commercial, y compris ceux faisant l'objet d'un bail mixte, ainsi que toute habitation non-occupée.

3. Montant

Les montants des subventions pour les appareils ménagers à faible consommation en énergie décrits sous 1) sont fixés comme suit:

80 €(euros) par appareil du type A+++.

4. Modalités d'octroi:

La subvention est allouée sur demande écrite et au vu des documents suivants:

- formulaire «demande d'une prime pour appareils ménagers à faible consommation énergétique - classe A+++» dûment rempli et signé
- copie de la facture avec les mentions suivantes:
nom et adresse de l'acheteur
marque, type et modèle de l'appareil
la date d'achat de l'appareil
- l'autocollant Eurolabel de l'appareil, qui indique que l'appareil appartient à la classe énergétique A+++ (collez le sur une feuille s'il était collé sur l'appareil)
- certificat d'élimination en cas de remplacement d'un appareil ménager
- certificat de résidence en cas de ménage nouvellement constitué.



5. Remboursement:
La subvention ne peut être accordée qu'une seule fois à un même bénéficiaire pour le même appareil.
La subvention est sujette à restitution si elle a été obtenue par suite à de fausses déclarations ou de renseignements inexacts.
6. Contrôle:
L'introduction de la demande comporte l'engagement du demandeur à autoriser les représentants de l'administration communale à procéder aux vérifications nécessaires. L'administration communale se réserve le droit de demander toute pièce supplémentaire pour pouvoir vérifier le respect des conditions prévues pour l'octroi de la subvention.
7. Entrée en vigueur:
Le présent règlement entre en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2013
Les factures émises avant cette date, seront traitées conformément à la réglementation du 1^{er} janvier 2005 portant sur l'octroi de subventions pour appareils ménagers à faible consommation en énergie classe A+ et A++
8. Dispositions abrogatoires:
L'entrée en vigueur du présent règlement abroge celui du 01 janvier 2005 portant sur l'octroi de subventions pour appareils ménagers à faible consommation en énergie classe A+ et A++.

Vote unanime

OFFICE SOCIAL

16. Approbation du compte de gestion 2009

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Total des recettes	475 516,41	0,00
Total des dépenses	476 390,89	0,00
Boni propre de l'exercice		
Mali propre de l'exercice	874,48	
Boni du compte de 2008	66 054,62	0,00
Mali du compte 2008	0,00	0,00
Boni général	65 180,14	
Mali général		
Transfert de l'ordinaire vers l'extraordinaire	- 0,00	+ 0,00
Boni définitif	65 180,14	
Mali définitif		

Vote unanime

17. Approbation du compte de gestion 2010

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Total des recettes	435 227,30	0,00
Total des dépenses	403 858,21	0,00
Boni propre de l'exercice	31 369,09	
Mali propre de l'exercice		
Boni du compte de 2009	65 180,14	0,00
Mali du compte 2009	0,00	0,00
Boni général	96 549,23	
Mali général		
Transfert de l'ordinaire vers l'extraordinaire	- 0,00	+ 0,00
Boni définitif	96 549,23	
Mali définitif		

Vote unanime

18. Approbation du budget rectifié de l'année 2012 et du budget de l'année 2013 de l'office social de Sanem

Budget rectifié 2012

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Total des recettes	836 401,02	620,00
Total des dépenses	809 136,65	620,00
Boni propre à l'exercice	27 264,37	
Mali propre à l'exercice		
Boni du compte 2011	12 107,58	523 439,35
Boni général	39 371,95	523 439,35
Mali général		
Transfert de l'ordinaire à l'extraordinaire	0,00	0,00
Boni présumé fin 2012	39 371,95	523 439,35

Budget 2013

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Total des recettes	915 103,34	370,00
Total des dépenses	925 103,34	370,00
Boni propre à l'exercice		
Mali propre à l'exercice	10 000,00	
Boni fin 2012	39 371,95	523 439,35
Boni général	29 371,95	523 439,35
Mali général		
Transfert de l'ordinaire à l'extraordinaire	0,00	0,00
Boni présumé fin 2013	29 371,95	523 439,35

Vote unanime

19. Avis du conseil communal relatif à deux décisions du conseil d'administration de l'office social de Sanem
- Création d'un poste d'employé administratif (m/f) à plein temps et à durée indéterminée sous le statut de l'employé communal
 - Création d'un poste d'assistant social / assistant d'hygiène sociale (m/f) à mi-temps et à durée indéterminée sous le statut de l'employé communal

Vote unanime (avis favorable)

DIVERS

20. Modification de la composition des commissions consultatives

Démission(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/Parti/Association
1	Restauration scolaire (Commission de la)	obligatoire	E	Mendichi Nadia	L-4441 Soleuvre	membre	personnel d'encadrement des enfants
2	Restauration scolaire (Commission de la)	obligatoire	S	Linden Cherryl	L-3542 Dudelange	supplé-ant	personnel d'encadrement des enfants
3	Loyers (Commission des)	obligatoire	SC	Theisen Luc	L-4401 Belvaux	secrétaire	administration communale

Nomination(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/Parti/Association
1	Restauration scolaire (Commission de la)	obligatoire	E	Linden Cherryl	L-3542 Dudelange	membre	personnel d'encadrement des enfants
2	Restauration scolaire (Commission de la)	obligatoire	S	Reuland Esther	L-4570 Niederkorn	supplé-ant	personnel d'encadrement des enfants
3	Loyers (Commission des)	obligatoire	SC	Greven Manon	L-4401 Belvaux	secrétaire	administration communale

Vote unanime

21. Approbation d'un règlement temporaire de la circulation (d'une validité >72hrs) - Belvaux, rue Grande-Duchesse Charlotte (CR178)

Le conseil communal,

Vu le projet de réaménagement et reclassement de la rue Grande-Duchesse Charlotte à Belvaux;

Vu la variante retenue à titre provisoire pour un essai de 6 mois d'y établir un sens unique;

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir le libre écoulement de la circulation routière;

Vu la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu la loi communale du 13 décembre 1988;

Vu l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu que la présente réglementation excède une durée de 72 heures;

décide d'émettre le règlement temporaire de la circulation suivant et prie l'autorité supérieure de bien vouloir donner son approbation:

Article 1:

Belvaux, rue Grande-Duchesse Charlotte

Accès interdit C1a: de la rue des Alliés vers la rue de la Gare

(Circulation en sens unique) de la rue de la Gare vers la rue des Alliés

Article 2:

Les infractions aux dispositions du présent règlement seront punies conformément à l'article 7 modifié de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, tel que cet article a été amendé par la loi du 13 juin 1994 relative au régime des peines;

Article 3:

Le présent règlement n° T012/054 est valable à partir du 1^{er} février 2013 pour une période d'essai de 6 mois.

Vote unanime

22. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins

- a. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de renouvellement du Réseau des P&T dans la rue de Differdange à Soleuvre pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 8 octobre 2012;
- b. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux d'aménagement du Réseau moyenne et haute tension dans la rue d'Esch à Ehlerange pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 5 novembre 2012;
- c. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux d'aménagement d'une Maison relais dans la rue Sigefroi à Belvaux pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 5 novembre 2012;
- d. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de renouvellement des raccordements aux différents réseaux de

- 
- e. la Maison n°46 rue de Belvaux à Soleuvre pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 8 novembre 2012;
 - Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de renouvellement du réseau des P&T dans la rue Dicks-Lentz à Belvaux pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 12 novembre 2012;

Vote unanime

- 23. Questions et divers

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL - ADMINISTRATION

- 24. Démission honorable de la dame THELEN épouse LORANG Micheline, salariée (anc. employée privée), à partir du 1^{er} mars 2013

Démission accordée.

- 25. Conversion d'un poste de salarié (ancien employé privé), carrière B1, en un poste d'expéditionnaire administratif auprès de l'administration communale

Vote unanime

- 26. Nomination provisoire d'un expéditionnaire administratif m/f au service «Biergerzenter» sous le statut du fonctionnaire communal avec une tâche de 75% à partir du 1^{er} mars 2013

Est nommée:
Dragone-Pigat Laurence

- 27. Nomination d'un salarié (anciennement employé privé) à mi-temps de la carrière C, sous contrat de travail à durée déterminée pour les besoins du service «Biergerzenter»

Est nommée:
Dragone-Pigat Laurence

- 28. Augmentation temporaire de la tâche de la dame ROMEO Franca, employée communale de la carrière C, de 30 à 40 hrs

Augmentation de tâche temporaire accordée.

- 29. Démission du sieur CLEMENT Jerry, chef de bureau adjoint, à partir du 1^{er} février 2013

Démission accordée.

- 30. Démission honorable du sieur PETTINGER Aloyse, inspecteur principal 1^{er} en rang, à partir du 1^{er} mars 2013

Démission accordée.

31. Promotion du sieur REUTER Steve au poste d'inspecteur principal premier en rang, grade 13, à partir du 1^{er} mars 2013

Promotion accordée.

32. Nomination d'un salarié (anciennement employé privé) à plein temps de la carrière D, sous contrat de travail à durée déterminée pour les besoins du bureau des bâtisses

Est nommée:
Baustert Annick

PERSONNEL – MAISON RELAIS POUR ENFANTS

33. Approbation de la demande de départ à la retraite de la dame THINNES épouse HESSE Margot, aide-éducatrice à la MAISON RELAIS SANEM avec effet au 31 octobre 2012

Démission accordée.

34. Approbation de la démission de la dame KAUSCHÉ épouse RINALDIS Nancy aide-éducatrice, à durée indéterminée avec une tâche de 16 heures/semaine, à la MAISON RELAIS SANEM sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'aide-éducatrice PE5

Point retiré de l'ordre du jour.

35. Approbation de la démission de la dame KNEBEKER épouse Pettinger Carmen aide-éducatrice, à durée indéterminée avec une tâche de 16 heures/semaine, à la MAISON RELAIS SANEM sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'aide-éducatrice PE5

Démission accordée.

36. Réduction temporaire de la tâche hebdomadaire de 40 heures à 32 heures de la dame KERSCHEN Gabrielle éducatrice diplômée sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur, pour la période du 1^{er} octobre 2012 au 30 septembre 2013

Réduction de tâche accordée.



PERSONNEL - C.I.P.A. «Résidence op der Waassertrap»

37. Augmentation temporaire de la tâche de la dame EMERINGER Simone employée administrative au C.I.P.A. «Résidence op der Waassertrap» sous le statut du salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière PA5, de 30 à 40 heures par semaine pour la période du 1^{er} décembre 2012 au 31 mars 2013

Augmentation de tâche temporaire accordée.

38. Nomination d'un aide-soignant (m/f), à durée indéterminée avec une tâche de 10 heures/semaine, au C.I.P.A. «Résidence op der Waassertrap» sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'aide-soignant PS5

Est nommée:
Modolin Carole



Gemeinderatssitzung Sanem vom 16. November 2012

Glasfasernetz wird in der Gemeinde ausgebaut

Die heutige Gemeinderatssitzung am 16. November 2012 umfasste insgesamt 37 Punkte, wovon alle Entscheidungen ohne größere Diskussionen verabschiedet wurden. Einzige Ausnahme stellte die Anpassung der Pensionspreise im gemeindeeigenen Altersheim REWA (Résidence Op der Waassertrap) auf Belval dar.

BELES

Zu Beginn der Sitzung wurde die Vereidigung des Gemeindebeamten Luc Duhr, der im Büro für Bauangelegenheiten arbeitet, nachgeholt.



Gemeindebeamter Luc Duhr wurde in der heutigen Sitzung von Bürgermeister Georges Engel (LSAP) vereidigt.

Anschließend bat Bürgermeister Georges Engel (LSAP) im Namen des Schöffenrates einen Punkt von der Tagesordnung zu entfernen. Es handelt sich hierbei um Punkt 34, bei dem sich eine Mitarbeiterin nun doch gegen eine Demission entschieden hat. Zudem wurde dem Gemeinderat das angefragte Organigramm des „service technique“ ausgeteilt.

PROJEKT FTTH (FIBER TO THE HOME) DER POST ZIEHT ZAHLREICHE STRAßENARBEITEN MIT SICH

Der erste Kostenvoranschlag der heutigen Gemeinderatssitzung betraf die Erneuerung von Wasserleitungen bzw. -anschlüsse, Hydranten und Bürgersteigen in Höhe von 1,8 Mio. €.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP): „Auch in unserer Gemeinde wird das von der Regierung initiierte und von der Post umgesetzte Projekt FTTH (Fiber To The Home), bei dem flächendeckend das ganze Land mit modernen und schnelleren Glasfaserleitungen und -anschlüssen versorgt wird, nun durchgeführt.“ In diesem Kontext hatte die Gemeinde begonnen abzuschätzen in welchen Straßen das Postunternehmen ihre Arbeiten vornehmen wird und ob es sich lohnen würde sich an den Arbeiten zu beteiligen. Das Resultat dieser Analyse besagte, dass es ein günstiger Moment sei, in diesem Zuge fällige Ausbesserungsarbeiten am Wasserleitungsnetz vorzunehmen.

Gemeindeingenieur Gaston Kaiser war ebenfalls zugegen um weitere Erläuterungen hinsichtlich dieses Großprojektes zu geben. Diese Arbeiten werden sich über 4 Jahre erstrecken, insgesamt werden 500 neue Anschlüsse angebracht, 200 neue Hydranten installiert, 27.000 m² Bürgersteige aufgerissen und erneuert, und 1070 m an Wasserleitungen saniert. Unter anderem sind Renovierungsarbeiten in der rue d’Esch, rue des Aulnes, Coin du Lohr und rue des Prés in Sanem, die Cité 2000, rue des Rosiers und rue Loetschef in Zolwer und rue Gaalgebierg in Beles vorgesehen. Der Kostenvoranschlag ist mit dem Maximum des im Budget vorgesehenen Betrags angegeben, man werde aber versuchen die Kosten so niedrig wie möglich zu halten. Die Projektkosten werden von der Post vorfinanziert und von der Gemeinde mit Voranschreiten der Arbeiten zurückerstattet. Dieser Punkt wurde sodann einstimmig angenommen.

Ebenfalls einig war sich der Gemeinderat über den nächsten Kostenvoranschlag. Im gleichen Rahmen wie zuvor, profitiert die Gemeinde vom FTTH-Projekt um in verschiedenen Straßen die Leitungen von CREOS (Elektrizität) und ELTRONA (TV-Antenne) unterirdisch zu verlegen. Hierbei wurden die rue d’Esch, Cité des Aulnes, rue de Niederkorn, rue du château, rue Lohr, Quartier de l’Eglise, rue de la Chiers in Sanem, die rue de la Croix, rue des Prés, rue de la Fontaine, rue de Limpach in Zolwer und die rue Gaalgebierg in Beles angeführt. Auch dieser Punkt wurde ohne Einwände gestimmt.

Anschließend bewilligten die Gemeinderäte einstimmig die Anschaffung eines neuen Bushäuschens in der rue d’Oberkorn in Beles, den Austausch der 19 Jahre alten Heizanlage im „Detroithaus“ (220, rue de Differdange) in Zolwer für 25.000 € und der 32-jährigen Heizanlage im alten „Paschtoueschhaus“ (20, rue du Château) in Sanem für 12.000 €



In der rue d’Oberkorn in Beles wird ein neues Bushäuschen errichtet.

Einstimmigkeit herrschte ebenso bei der Abstimmung über zwei Immobilientransaktionen. Zum einen wurde der Kauf von 2 Grundstücken in der rue du Brill in Beles (angrenzend an das neue Viertel Belval) genehmigt, zum anderen wurde ein entgeltloser Tauschakt mit der Gesellschaft A-Futura SCI im Rahmen eines Bauprojektes in der rue de France/Ecke rue Joséphine Welu-Scherer gebilligt.

ZUSATZKOSTEN BEIM BAU DES NEUEN REWA

Beim nächsten Punkt handelte es sich um zwei budgetäre Umänderungen bezüglich des Baus des neuen Alten- und Pflegeheims REWA (Résidence Op der Waassertrap) in Beles, die sich auf 545.000 € belaufen. Diese Modifikationen erschließen sich aus 2 Gründen, erklärte Bürgermeister Georges Engel (LSAP). Einerseits liegt es an der Variation des Bauindexes während der Bauzeit und andererseits schlägt der Küchenbrand während der Baustelle mit 724.000 € zu Buche. Da der finanzielle Zuschuss des Familienministeriums ebenfalls indexiert ist, erhält die Gemeinde auch von dieser Mehrausgabe 80% zurück und die durch den Brand entstandenen Kosten werden zu 100% von der Versicherungsgesellschaft zurückerstattet. Dies bedeutet also, dass in den außerordentlichen Ausgaben 3.450.000 € und bei den Einnahmen 2.904.900 € nachgestimmt werden müssen. Des Weiteren informierte der Bürgermeister, dass man sich momentan in der Schlussphase der Abschlussrechnungen befindet, so dass man in den kommenden Wochen eine klarere Übersicht über die Gesamtkosten des Projektes bekommen werde. Nach diesen Erläuterungen wurden die Budgetanpassungen einstimmig verabschiedet.

Bei den Abschlusskonten des Haushaltjahres 2010 waren sich die Gemeinderäte nicht mehr einig. Der „compte administratif“ des Schöffenrates wurde mit den 9 rot-grünen Stimmen der Koalitionsmehrheit gegenüber von 4 Gegenstimmen und 1 Enthaltung von DÉI LéNK-Gemeinderat Serge Urbany angenommen, wobei der „compte de gestion“ des Gemeindeeinnehmers mit allen 14 Stimmen unisono gebilligt wurde. Das Jahr 2010 wird somit mit einem Gesamtüberschuss von 9,3 Mio. € abgeschlossen.

Im Anschluss daran präsentierten die Förster Sannipoli und Zimmermann (die den Förster Assel während seines Elternurlaubs vertreten) den Forstwirtschaftsplan 2013 für die gemeindeeigenen Wälder. Obwohl die Gemeinde Sanem über einen relativ kleinen Waldbestand verfügt, meinten die Förster auf die Nachfrage von Bürgermeister Georges Engel (LSAP) hin, dass sich eine Holzhackschnitzelanlage auch für Sanem lohnen würde. Man arbeite immer noch zugunsten der Nachhaltigkeit, da man zum Beispiel von 400 Kubikmeter Holz aus den Sanemer Wäldern eine ganze Schule, die ungefähr 200 Kubikmeter braucht, versorgen könnte. Der Forstplan wurde anschließend einstimmig genehmigt.



Der Neubau REWA zog zusätzliche Kosten mit sich.

GEMEINDE SANEM MITGLIED IM ORT SUD (OFFICE RÉGIONAL DU TOURISME DU SUD)

Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) erhielt bei Punkt 13 der Tagesordnung das Wort. Hierbei ging es um das neu-gegründete ORT Sud, ein regionales Tourismusamt für die Südregion des Landes. Bevor man zur eigentlichen Abstimmung kam (a) Annahme der Statuten, b) offizieller Beitritt der Gemeinde und c) die budgetäre Umände-rung um den Mitgliedsbeitrag 2012 erheben zu können) gab der Schöffe zunächst einen kurzen Überblick über die Gründung des ORT Sud.

Das nationale Tourismusamt (ONT) ist vor einigen Jahren an die Südgemeinden herangetreten um wie in den anderen Regionen eine Struktur auf die Beine zu stellen, die den Süden in Sachen Tourismus fördern soll. Nachdem in den vergangenen Jahren in Zusammenarbeit mit allen Gemeinden, „syndicats d’initiative“, HORESCA-Mitgliedern und anderen Professionellen des Tourismusbereiches ein Konzept erstellt wurde, sei man nun bereit, die Region des Südens zu einem attraktiven Anziehungspunkt für Touristen zu entwickeln.

Alle Gemeinden der Südregion unterstützen diese ASBL, da man sich vieles von dieser Struktur erhoffe. Es gibt so viele Möglichkeiten im Süden, die allerdings durch diese neue Struktur erst einmal zusammenge-tragen werden müssen bevor man sie im touristischen Sinne im Ausland vermarkten kann. Der Sitz des Büros befindet sich in der Nachbargemeinde Esch und es wurden 2 Mitarbeiter eingestellt, die unter der Observa-tion und mit Hilfe des ONT, die erste Anlaufstelle für touristische Angelegenheiten darstellen. Nach diesen Erläuterungen des Schöffen wurde dieser Punkt ein-stimmig verabschiedet.



REDROCKREGION
Experience diversity

Die Südregion des Landes hat
sein eigenes Touristenamt.

Bei der Anpassung der Tarife für die Ferienbetten im Pflege- und Altenheim REWA gab es eine Gegen-stimme von Seiten des Gemeinderates Serge Urbany

(Déi Lénk). Er könne die Erhöhung von +2,5% nicht mit-tragen, da er in der vergangenen Sitzung bereits eben-falls gegen die Pensionspreiserhöhung gestimmt habe. Er wiederholte, dass es nicht richtig sei, die Index-anpassungen der Gehälter an die Erhöhung der Pensionspreise zu koppeln.

Einstimmigkeit herrschte dagegen bei der Abänderung des Reglements bezüglich der Subventionen für umwelt-schonende Haushaltsgeräte. Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) erklärte, dass sich im Grunde nichts an der Regelung geändert habe, weiterhin gibt es eine Finanzspritze für neue Elektrogeräte die das höchste Umwelt-Gütezeichen haben. Bislang gab es nur die Klassifizierung bis A+ und A++, ab dem 1. Januar 2013 erhalten nur noch die Geräte der besten Klasse A+++ eine Prämie von 80 €

Weitere Punkte auf der Tagesordnung, die vom Gemeinde-rat ebenfalls unterstützt wurden, betrafen das Sozialamt („office social“) der Gemeinde. Zum einen wurden die Abschlusskonten 2009 und 2010, der rektifizierte Haus-halt und der Haushalt für das Jahr 2013, die Schaffung von 2 neuen Posten (1 administrative/r Mitarbeiter/in und 1 Sozialarbeiter/in) einstimmig verabschiedet.

Keinen größeren Erklärungsbedarf gab es auch bei der anschließenden einheitlichen Zustimmung zu den Abänderungen der Mitglieder in den beratenden Kommissionen und den temporären Verkehrsverord-nungen des Schöffenrates.

Anschließend gab Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) die nötigen Erklärungen zu einer zeitlich begrenzten Verkehrsregelung in Beles.

Ab dem 1. Februar wird während 6 Monaten die rue Grande-Duchesse Charlotte als Einbahnstraße aus der rue de la Gare in Richtung rue des Alliés funktionieren. Im Rahmen der zukünftigen Neu-gestaltung der rue des Alliés und Umgegend liegen einige Möglichkeiten der Straßenführung vor. Eine der Überlegungen ist nun die heute dem Gemeinderat vorgelegte Variante, mit der man zum Beispiel analysieren möchte ob man so die Verkehrssituation zu Spitzenzeiten im Ortszentrum beruhigen kann.

Anschließend werde man die Resultate und Meinungen der Anwohner auswerten und den Befund in die Neu-gestaltung mit einfließen lassen. Diese Testphase wurde sodann vom Gemeinderat genehmigt.



Für 6 Monate ist die rue Grande-Duchesse Charlotte nur noch als Einbahnstraße befahrbar.

Zum Schluss richtete CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler noch 2 Anliegen an den Schöffenrat. Zum einen ging es hierbei um die Nachschichten im gemeindeeigenen Alten- und Pflegeheim REWA (Résidence Op der Waassertrap). Die CSV-Fraktion fragte sich, ob es mit 2 Personalkräften pro Nacht ausreiche um die nötige Qualität zu gewährleisten und ob es hierzu bereits konkrete Berechnungen gebe. Zum anderen handelte es sich um die Lärmschutzverordnung (règlement contre le bruit) die besagt, dass das Rasenmähen nur zwischen 8 und 21 Uhr gestattet ist und die Gemeindedienste in vielen Fällen bereits vor 8 Uhr damit beginnen würden. Auf die erste Frage betreffend das Nachschichtpersonal antwortete die zuständige Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP), dass mit dieser Personalbesetzung die gesetzlichen Bestimmungen erfüllt sind und dass diesbezüglich bis dato keine Beschwerden eingereicht worden seien. Es habe bislang mit 2 Personen gereicht, da es nachts nicht zu vielen Vorkommnissen kommt (und es somit nur passive Arbeit für das Personal gibt). Außerdem fügte die Schöffin hinzu, dass die Verantwortlichen der Direktionsmannschaft allerdings auch immer erreichbar seien. Man habe auch noch keine genauen Berechnungen erhoben, da die Eröffnung des neuen REWA in Beles/Belval noch nicht lange her ist, man werde dies aber bei Bedarf nachholen. Zur zweiten Frage bezüglich der Lärmschutzverordnung, entgegnete Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass man sich dessen bewusst sei. Allerdings sei

das Mähen der öffentlichen Plätze ein Dienst für die Allgemeinheit und man hoffe also auf das Verständnis der Mitbürger.

In der nicht-öffentlichen Sitzung behandelten die Gemeinderäte noch 14 Personalangelegenheiten, unter anderem wurde Laurence Dragone-Pigat als neue Mitarbeiterin im „Biergerzenter“ gestimmt und Micheline Lorang-Thelen und Aloyse Pettinger treten nach Jahrzehnten im Dienste der Gemeinde in ihren wohlverdienten Ruhestand.



Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du lundi, 17 décembre 2012

date de l'annonce publique: 11 décembre 2012

date de la convocation des conseillers: 11 décembre 2012

début: 16h15

fin: 18h20

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Goelhausen
Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme
Reuter-Angelsberg Dagmar, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Rings Robert, M. Schlessner
Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine
M. Theisen Luc, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):

M. Urbany Serge

Premier votant:

M. Piscitelli José

Mme Reuter-Bauler Carine n'a pas pris part au vote des points 1 à 5.



Ordre du jour

1. Correspondance et Informations

PROJETS

2. Acquisition d'une remorque routière avec lance-canon à eau et à mousse pour le service d'incendie. Devis estimatif détaillé: 10.828,40 € (article budgétaire: 4/0340/2241/001)

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

3. Approbation d'un compromis de vente signé entre les frères STRAUCH et l'Administration Communale de Sanem concernant l'acquisition d'un bâtiment à habitation situé à L-4487 Belvaux, 56, rue de Soleuvre

Vote unanime

4. Approbation d'un compromis de vente signé entre la dame GRÖLINGER-HOFF (veuve FEIS) et l'Administration Communale de Sanem concernant l'acquisition d'un bâtiment à habitation situé à L-4477 Belvaux, 16, rue de la Poste

Vote unanime

5. Approbation d'un acte d'échange avec les époux REINESCH-MENTZ concernant des terrains sis à Belvaux moyennant une soule en faveur des époux REINESCH-MENTZ

Vote unanime

6. Approbation d'un acte d'échange avec les époux BRAUN-MOUSEL concernant des terrains sis à Sanem

Vote unanime

7. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec les époux SANAVIA-BREDEN concernant une parcelle de terrain à Belvaux

Vote unanime

8. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec les époux PAULUS-BRAAS concernant deux parcelles de terrain sises à Sanem

Vote unanime

9. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec la société anonyme «CONSTRUCTIONS MICHELIS S.A.» concernant une parcelle de terrain sise à Soleuvre

Vote unanime

10. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec la société à responsabilité limitée «SOPROLUX S.à r.l. et Cie s.e.c.s.» concernant une parcelle de terrain sise à Soleuvre

Vote unanime

11. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec les époux DIEGHI-FLAMINI concernant une parcelle de terrain à Belvaux

Vote unanime

- 
12. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec les époux SCHORTGEN-FOURNEL concernant deux parcelles de terrain sises à Sanem

Vote unanime

13. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec les époux KOZAR-ADROVIC concernant une parcelle de terrain à Belvaux

Vote unanime

14. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec société anonyme «LABOLUX» concernant quatre parcelles de terrain sises à Soleuvre

Vote unanime

15. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec le sieur FRISONI Nazzareno concernant quatre parcelles de terrain sises à Soleuvre

Vote unanime

16. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec la société civile immobilière «S.F.SCI» concernant une parcelle de terrain sise à Belvaux

Vote unanime

17. Constitution de servitude au profit de CREOS LUXEMBOURG S.A. concernant un poste de transformation avec accès et des câbles électriques souterrains 'moyenne tension'

Vote unanime

18. Constitution de servitude au profit de CREOS LUXEMBOURG S.A. concernant un poste de transformation «CIPA» avec accès et des câbles souterrains 'moyenne tension' et des tuyaux de réserve pour câbles

Vote unanime

19. Approbation de la convention numéro 2091 entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois et l'Administration Communale de Sanem concernant la construction d'une passerelle pour piétons reliant la rue de France au parking près du cimetière à Belvaux

Vote unanime

20. Approbation d'une convention avec le sieur Marion DIDIER en vue de la réalisation d'un projet de protection de la nature du Syndicat Intercommunal de l'Ouest pour la Conservation de la Nature (SICONA)

Vote unanime

-
21. Approbation d'un compromis de vente et de cession gratuite avec le sieur REISER Albert concernant des terrains sis à Sanem

Vote unanime

22. Approbation de trois conventions relatives à une mise à disposition de toiture pour fixer une installation photovoltaïque

Vu les trois conventions conclues entre l'Administration communale de Sanem et

1. la société civile BIELES-Solar sc, avec siège à L-8522 Beckerich, 6, Seylerstrooss, représentée par son gérant, Monsieur Paul Kauten concernant la mise à disposition de la toiture du boulodrome à Belvaux/Metzerlach;
2. la société civile ZOLWER-Solar 1 sc, avec siège à L-8522 Beckerich, 6, Seylerstrooss, représentée par son gérant, Monsieur Paul Kauten concernant la mise à disposition de la toiture du centre d'intervention à Soleuvre;
3. la société civile ZOLWER-Solar 2 sc, avec siège à L-8522 Beckerich, 6, Seylerstrooss, représentée par son gérant, Monsieur Paul Kauten concernant la mise à disposition de la toiture du hall sportif à Soleuvre;

Vote unanime

FINANCES

23. Approbation d'un nouveau règlement taxe relatif aux prestations du service d'incendie et de sauvetage de la commune de Sanem

Le Conseil Communal,

Vu le règlement grand-ducal modifié du 6 mai 2010 portant organisation des services d'incendie et de sauvetage des communes;

Vu les articles 99 et 107 de la Constitution;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu le règlement taxe concernant les prestations du service d'incendie voté au conseil communal en date du 30 mai 2000,

Considérant qu'en principe les prestations du service d'incendie et de sauvetage communal relatives à l'extinction des incendies et au sauvetage de personnes y compris la participation aux opérations de désincarcération sont effectuées gratuitement;

Considérant que les interventions du service d'incendie et de sauvetage, à part leur mission initiale, augmentent d'année en année et ceci souvent suite à la commodité, l'imprudence et la négligence des particuliers;

Considérant que les frais ainsi occasionnés sont considérables et entièrement à charge de la collectivité locale;

Considérant que le Conseil communal peut fixer des taxes rémunérant les autres prestations de service d'incendie et de sauvetage;

Considérant qu'il y a lieu de fixer le cadre dans lequel se dérouleront les prestations du service d'incendie et de sauvetage de la commune de Sanem;

Vu la proposition du chef de corps de la commune de Sanem du 25 février 2011;

Vu la proposition du collège des bourgmestre et échevins;

Vu l'avis positif de la commission des finances du 17 avril 2012;

après en avoir délibéré conformément à la loi

décide l'abrogation du règlement taxe concernant les prestations du service d'incendie du 30 mai 2000 et l'approbation d'un nouveau règlement taxe relatif aux prestations du service d'incendie et de sauvetage de la commune de Sanem qui se lit comme suit et prie l'Autorité Supérieure de bien vouloir donner son approbation:

Règlement taxe

relatif aux prestations du service d'incendie et de sauvetage de la commune de Sanem.

Article 1.

Les interventions du service d'incendie et de sauvetage et leurs prestations qui ne font pas partie de leur mission telle qu'elle est définie dans l'article 14 du règlement grand-ducal modifié du 6 mai 2010 portant organisation des services d'incendie et de sauvetage des communes sont payables et sont fixés par le présent règlement.

Ces interventions ne peuvent avoir lieu qu'en cas d'accident en dehors du domaine public et exceptionnellement lorsqu'une prestation du secteur privé n'est pas possible.

Article 2.

Les prestations sont facturées en fonction de la durée de l'intervention, du nombre de sapeurs-pompiers engagés, des véhicules et du matériel employés, à l'exception des prestations spécifiques telles qu'elles sont définies sous l'article 9 et qui sont facturées par forfait. Pour la durée des interventions, le temps est mis en compte à partir du départ jusqu'au retour au centre d'intervention. La première heure entamée est facturée entièrement. Le temps d'intervention dépassant une heure est calculé par fraction entière de quinze minutes.

Article 3.

Est redevable du tarif la personne physique ou morale bénéficiaire de l'intervention ou celle qui a rendu nécessaire l'intervention ou a sollicité la prestation.

Article 4.

La mise à disposition de matériel est facturée suivant le tableau repris dans l'article 9. La pose et l'enlèvement du matériel sont facturés par forfait.

Article 5.

Tous matériaux, produits et pièces de rechanges nécessités pour l'intervention sont facturés par forfait.

Article 6.

Les avis et rapports relatifs à la sécurité, à la prévention et la prévision contre les incendies et la panique sont facturés par forfait.

Article 7.

Le service d'incendie et de sauvetage décline toute responsabilité (dégâts corporels ou matériels) en cas d'une mauvaise utilisation du matériel mis à disposition.

Article 8.

Tableau des tarifs.

Personnel:	
Sapeur-pompier	10 € par heure
Véhicules:	
Camion TLF	50 € par heure
Tout autre véhicule	25 € par heure
Location/mise à disposition de matériel (La mise à disposition du matériel se limite au rayon d'intervention du service d'incendie et de sauvetage de la commune de Sanem)	
Motopompe TS	25 € par heure
Caution	250 € par unité
Pompe électrique	10 € par heure
Caution	100 € par unité
Groupe électrogène (portable)	25 € par heure
Caution	250 € par unité
Matériel d'éclairage	10 € par heure
Caution	100 € par unité
Tuyau B & C	10 € par journée
Lance B & C	10 € par journée
Caution	50 € par journée
Extincteurs	15 € par journée
Caution	100 € par unité
Bâche pour couvrir et corde	50 € par journée à partir de la 2 ^e semaine après l'intervention
Mise à disposition cylindre pour dépôt à clé (FSK)	30 € par cylindre
Panneaux et matériel divers	30 € par intervention
Prestations diverses:	
Appel malveillant	200 € par intervention
Déclenchement de la détection automatique sans incendie	200 € à partir de la 2 ^e intervention dans un délai de 6 mois
Enlèvement nid de guêpes	150 € par intervention
Panne ascenseur	70 € par intervention
Ouverture porte/fenêtre	60 € par intervention
Remplacement cylindre	25 € par unité
Obstruction porte/fenêtre	50 € par heure
Élimination pollution hydrocarbure et autre pollution	Personnel/heure (voir tarif ci-dessus) Véhicule/heure (voir tarif ci-dessus) Produit dégraissant/litre ou kg (au prix d'achat)
Approvisionnement en eau potable et non potable	Personnel/heure (voir tarif ci-dessus) Véhicule/heure (voir tarif ci-dessus) Consommation d'eau (prix par m ³ suivant tarification de l'eau potable applicable au moment de l'approvisionnement)

Service prévention et prévision (établissement d'un avis)	125 € par avis
Tout avis supplémentaire	100 € par avis
Visite préventive et prévision	50 € par avis
Formation lutte contre l'incendie et la panique	20 € par participation

Vote unanime

24. Approbation de divers subsides

Nom	Objet	Montant accordé l'année précédente	Montant accordé
APEMH	subside	100,00 €	100,00 €
Archipel Ile aux Clowns	subside	100,00 €	100,00 €
Sécurité Routière		750,00 €	À reporter
AVR Association des victimes de la route	subside	125,00 €	100,00 €
Service Krank Kanner Doheem	subside	25,00 € /dépannage	25,00 x 24 dépannages = 600,00 €
Air Rescue	soutien	/	0,00 €
GSP Groupe de Support Psychologique	subside extra-ordinaire pour 15 ^e anniversaire	/	100,00 €
Protection Civile Belvaux	subvention communale 2013	2.632,42 € polos	2.632,42 €

Participation aux frais de fonctionnement du Home «Luss Collini» (commission des finances 11.12.2012)

Subside annuel exceptionnel pour participation aux frais de fonctionnement du Home «Luss Collini» pour l'année 2010 d'un montant de 3.289,00 €

Vote unanime

25. Prolongation de la ligne de crédit (900.000,- €) afin de garantir le préfinancement des frais d'infrastructures de la zone d'activités «Um Woeller» jusqu'au 31 décembre 2013

Le Conseil Communal,

Vu la ligne de crédit votée par le conseil communal en date du 2 février 2004 et autorisée par l'autorité supérieure le 11 mars 2004 afin de garantir le préfinancement des frais d'infrastructures de la zone d'activités «Um Woeller»;

Vu la prolongation et réduction à 900.000,- euros de la ligne de crédit au conseil communal en date du 29 novembre 2011 et approuvée par l'autorité supérieure en date du _____;

Vu que la commercialisation des parcelles a connu un ralentissement dû à la nouvelle loi sur le droit de superficie, à la crise économique et à l'obligation de construire un second bassin de rétention;

Vu que par la suite il s'avère nécessaire de prolonger la ligne de crédit pour le préfinancement des frais d'infrastructures de la zone d'activités «Um Woeller» jusqu'au 31.12.2013;

décide de prolonger la ligne de crédit votée par le conseil communal en date du 2 février 2004 et autorisée par l'autorité supérieure le 11 mars 2004 afin de garantir le préfinancement des frais d'infrastructures de la zone d'activités «Um Woeller» jusqu'au 31 décembre 2013 et prie l'autorité supérieure à donner son accord.

Vote unanime

BUDGET

26. Présentation du budget rectifié de l'année 2012 et du budget de l'année 2013

PERSONNEL – MAISON RELAIS POUR ENFANTS

27. Création de plusieurs postes à durée indéterminée, sous le champ d'application de la CCT SAS, dans le cadre de la réorganisation du Foyer «Zolwer Kannerbuerg», et du service «Transport/Repas» de la Maison Relais SANEM

*****	Qualification	Carrière SAS	Heures/semaine
1	Educateur dipl.	PE5 Éducateur dipl.	5
2	Educateur dipl.	PE5 Éducateur dipl.	10
3	Educateur dipl.	PE5 Éducateur dipl.	10
4	Educateur dipl.	PE5 Éducateur dipl.	4
5	Educateur dipl.	PE5 Éducateur dipl.	7
6	Educateur gradué(e)	PE3 Éducateur gradué(e)	10
7	Ouvrier	PAM 2	16
8	Ouvrier	PAM 3	10
9	Ouvrier	PAM 3	10
10	Ouvrier	PAM 3	10
11	Ouvrier	PAM 3	10

Vote unanime

OFFICE SOCIAL

28. Approbation du conseil communal de décisions du conseil d'administration de l'Office social de Sanem

- a. Approbation et confirmation d'une décision du conseil communal d'administration lors de la séance du 26 octobre 2010 (Fixation des indemnités du secrétaire et du receveur de l'Office social)

Vote unanime

- b. Approbation du règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration voté dans la séance du 19 janvier 2011 de l'Office social.

Vote unanime

- c. Nomination d'un employé administratif (m/f) à plein temps et à durée indéterminée sous le statut de l'employé communal

Vote unanime

DIVERS

29. Programme d'action pour l'exercice 2013 du Syndicat Intercommunal de l'Ouest pour la Conservation de la Nature (SICONA)

Vote unanime

30. Approbation du Budget 2013 et du Plan d'action local pour l'exercice 2013 du Centre d'Initiative et de Gestion Local Sanem (CIGL Sanem - réseau OPE)

Vote unanime

31. Contrat de rivière du bassin supérieur de l'Alzette:

1. Désignation d'un représentant du conseil communal au comité de pilotage

Proposition du collège des bourgmestre et échevins: Myriam Cecchetti

Vote unanime

2. Désignation d'un représentant et d'un suppléant au comité technique

Proposition du collège des bourgmestre et échevins: Jos Mathieu représentant
Patrice Bamberg suppléant

Vote unanime

32. Modification de la composition des commissions consultatives

Démission(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti/Asso - ciation
1	scolaire (Commission)	obligatoire	E	Rings Robert	L-4985 Sanem	président	déi gréng
2	Jeunes (Commission des)	facultative	E	Traversini Roberto	L-4662 Differdange	membre externe	SABA asbl
3	Jeunes (Commission des)	facultative	S	Cornély Alain	L-4992 Sanem	membre externe	SABA asbl
4	Intégration (Com- mission de l')	obligatoire	E	Schummer Natascha	L-4470 Soleuvre	membre lux.	
5	Jeunes (Commission des)	facultative	E	Pregno Laura	L-4418 Soleuvre	membre externe	déi gréng
6	environnement (Commission de l')	facultative	S	Meyers René	L-4467 Soleuvre	membre politique	déi gréng
7	environnement (Commission de l')	facultative	E	Sinnen Claude	L-4465 Soleuvre	membre politique	déi gréng
8	environnement (Commission de l')	facultative	S	Faber Serge	L-4380 Ehlerange	membre politique	déi gréng
9	circulation (Com- mission de la)	facultative	S	Armani Eugenia	L-4439 Soleuvre	membre politique	déi Lénk
10	égalité des chances (Com- mission à l')	facultative	E	Costanzi Mirka	L-4439 Soleuvre	membre politique	déi Lénk

Nomination(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/Parti/Asso -ciation
1	scolaire (Commission)	obligatoire	E	Cecchetti Myriam	L-4986 Sanem	présidente	déi gréng
2	Jeunes (Commission des)	facultative	E	Pregno Laura	L-4418 Soleuvre	membre externe	SABA asbl
3	Jeunes (Commission des)	facultative	S	Miny Nathalie	L-4418 Soleuvre	membre externe	SABA asbl
4	environnement (Commission de l')	facultative	S	Sinnen Claude	L-4465 Soleuvre	membre politique	déi gréng
5	environnement (Commission de l')	facultative	E	Faber Serge	L-4380 Ehlerange	membre politique	déi gréng
6	circulation (Com-mission de la)	facultative	S	Da Silva Matos Manuel	L-4440 Soleuvre		déi Lénk
7	égalité des chances (Com-mission à l')	facultative	E	Biver Steve	L-4440 Soleuvre	membre politique	déi Lénk

E: membre effectif S: suppléant

Vote unanime

33. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins

Pas de règlement à approuver.

34. Questions et divers

SEANCE A HUIS CLOS**PERSONNEL - ADMINISTRATION**

35. Promotion de la dame ROMEO Franca, employée communale à temps-partiel à raison de 75%, sous contrat de travail à durée indéterminée au sein de l'administration communale, du grade 6 au grade 7bis

Promotion accordée.

36. Augmentation temporaire de la tâche de la dame RUSCIO Edith, employée communale de la carrière A, de 20 à 32 heures

Augmentation de tâche temporaire accordée.



PERSONNEL – MAISON RELAIS POUR ENFANTS

37. Augmentation de la tâche de la dame Antoine Isabelle éducatrice graduée à la Maison Relais Sanem, sous le statut du salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur gradué, de 20 à 30 heures par semaine à partir du 1^{er} janvier 2013

Augmentation de tâche accordée.

38. Augmentation de la tâche de la dame Greisch Tessy éducatrice diplômée à la Maison Relais Sanem, sous le statut du salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur diplômé, de 35 à 40 heures par semaine à partir du 1^{er} janvier 2013

Augmentation de tâche accordée.

39. Augmentation de la tâche de la dame Kremer Samantha éducatrice diplômée à la Maison Relais Sanem, sous le statut du salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur diplômé, de 30 à 40 heures par semaine à partir du 1^{er} janvier 2013

Augmentation de tâche accordée.

40. Augmentation de la tâche de la dame Schmit Danielle éducatrice diplômée à la Maison Relais Sanem, sous le statut du salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur diplômé de 30 à 40 heures par semaine à partir du 1^{er} janvier 2013

Augmentation de tâche accordée.

41. Augmentation de la tâche de la dame Schneider Tessy éducatrice diplômée à la Maison Relais Sanem, sous le statut du salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur diplômé, de 36 à 40 heures/semaine à partir du 1^{er} janvier 2013

Augmentation de tâche accordée.

42. Augmentation de la tâche du sieur Tenchini Marco éducateur diplômé à la Maison Relais Sanem, sous le statut du salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur diplômé, de 33 à 40 heures/semaine à partir du 1^{er} janvier 2013

Augmentation de tâche accordée.

43. Nomination d'une aide-éducatrice avec une tâche de 16 heures/semaine et à durée indéterminée, pour les besoins de la Maison Relais de SANEM sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5 (en formation)

Est nommée:
Avogaro-Delamarre Françoise



Gemeinderatssitzung Sanem vom 17. Dezember 2012

Budgetvorlage 2013 vom Schöffenrat vorgestellt

Die heutige Gemeinderatssitzung am 17. Dezember 2012 stand ganz im Zeichen des Budgets 2013. Neben der Präsentation der Haushaltsvorlage, standen weitere 42 Punkte auf der Tagesordnung, die alleamt ohne weitere Diskussionen verabschiedet wurden.

BELES

Zu Beginn der öffentlichen Sitzung bat Bürgermeister Georges Engel (LSAP) den anderweitig verhinderten Gemeinderat Serge Urbany (déi Lénk) zu entschuldigen.

Anschließend informierte er die Anwesenden, dass die Gemeinde am 7. Dezember 2012 die Baugenehmigung für die unterirdische Hochspannungsleitung erteilt hat. Wie bereits in einer Informationsversammlung vergangenen November mitgeteilt wurde, wurde der Verlauf der Leitung in den umstrittenen Stellen (in der rue de France und in der rue de l'Usine) so angepasst, dass nun die größtmögliche Distanz, sowohl horizontal als auch vertikal, zu den umliegenden Häusern gewährleistet ist. Dies bedeutet zudem, dass die Leitung tiefer als vorgesehen verlegt wird.

Außerdem betonte der Bürgermeister, dass man die Genehmigung aufgrund des Gerichtsurteils ausstellen musste. Es sei deshalb polemisch zu behaupten, der Schöffenrat habe somit dem Druck des Energiekonzerns SOTEL und der Regierung nachgegeben (Wortlaut einer Tageszeitung). „Eine Gemeinde muss sich ebenfalls an Gesetze und dementsprechende Gerichtsurteile halten.“, so Georges Engel (LSAP), „Wir haben in den Verhandlungen mit der SOTEL mit diesen Umänderungen das Bestmögliche für die betroffenen Einwohner erkämpft und rausgeschlagen.“

WASSERKANONE FÜR DIE LOKALE FEUERWEHR UND IMMOBILIEN-TRANSAKTIONEN

Danach bewilligte der Gemeinderat den einzigen Kostenvoranschlag der heutigen Sitzung. Somit erhält die Feuerwehr der Gemeinde Sanem einen Anhänger mit installierter Wasser/Schaumkanone für einen Anschaffungspreis in Höhe von 10.828 €

Anschließend hatten die Gemeinderäte 20 Immobilientransaktionen vor sich. Dabei stach ein Punkt besonders hervor, der des Ankaufs eines Wohnhauses inklusive umliegendes Grundstück in der rue de Soleuvre in Beles. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erläuterte die beiden ausschlaggebenden Argumente zum Ankauf dieser Immobilie. Es handelt sich erstens hierbei um das Haus neben dem bereits gekauften Horsmans-Haus, damit habe man nun einen größeren Spielraum was die Zugänge zur neuen geplanten Wohnsiedlung betrifft. Zudem grenzt das 20 Ar große Grundstück an das bereits erworbene Horsmans-Gelände, was bedeutet, dass man nun ersteres ebenfalls mit in das neue soziale Wohnbauprojekt integrieren kann. Weiterhin wurde unter anderem ein Kaufvertrag bezüglich eines Hauses in der rue de la Poste in Beles vorgelegt. Diese Immobilie wird lokalen Vereinen, zum Beispiel der „Maison de la laïcité asbl“, zur Verfügung gestellt. Dieser Abstimmungspunkt, sowie auch alle weiteren Immobilientransaktionen, wurden ohne Gegenstimme gutgeheißen.

Danach stimmten die Gemeinderäte nochmal das neue Taxenreglement bezüglich der kostenpflichtigen Dienste des Sanemer Rettungskorps. Die Gebührenordnung war bereits am 4. Mai 2012 verabschiedet worden, allerdings hatte das zuständige Ministerium noch einige kleinere Formmängel aufgezeigt, die nun berichtigt wurden. Ebenfalls ohne Gegenstimme wurden die verschiedenen Subsidien an Vereine und die Verlängerung der Kreditlinie für die Aktivitätszone „Um Woeller“ verabschiedet.

Des Weiteren stellte Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) die Schaffung von mehreren Posten im Rahmen der Umorganisation der Kindertagesstätte „Zolwer Kannerbuerg“ und des Maison Relais-Dienstes „Transport / Repas“ vor. Auch diesem Punkt wurde unisono zugesimmt.

Ebenso verhielt es sich bei den weiteren Abstimmungspunkten: 3 Entscheidungen betreffend das Sozialamt („Office social“) der Gemeinde, der Aktionsplan 2013 des Gemeindesyndicats SICONA (Syndicat Intercommunal de l’Ouest pour la Conservation de la Nature), der Aktion- und Haushaltsplan 2013 des CIGL Sanem (Centre d’Initiative et de Gestion Local), die Bestimmung von Vertretern ins Komitee des „Contrat de rivière du bassin supérieur de l’Alzette“ und einige Umänderungen in der Zusammensetzung der beratenden Kommissionen der Gemeinde.

PRÄSENTATION DES BUDGETS 2013 VOM SCHÖFFENRAT – KONTINUITÄT UND SOZIALES

Traditionsgemäß wurde die Vorstellung des berichtigten Haushalts 2012 und des Haushaltsentwurfs 2013 zusammen behandelt. Hierzu hielten Bürgermeister Georges Engel (LSAP) und Schöffin Myriam Cecchetti (DÉI Gréng) die jeweiligen Reden.

REDE ZUM BUDGET GEORGES ENGEL:

Apparement kennt Bewegung an den Dossier Gemengefinanzen. Nodeems elo scho joerlang iwvert eng nei Opdeelung vun de Suen, déi de Staat de Gemengen iwvert den Impôt commercial an iwvert d'Dotations de l'Etat zuokomme léist, diskutéiert gouf, huet e Graphique am LW vum 10.12.2012 nach eemol ganz visuell verdäitlich, wéi ongerecht des Verdeelung geschitt.

Hei gesäit een, dass d'Gemeng Suessem, als 6. gréisst Gemeng aus dem Land, als eng Gemeng, déi, wat d'Metercarreeën un Industriterrainen ugeet, mat Sécherheet am iewechten Drëttel ze fannen ass, ganz schlecht ewechkénnt an dass aner Gemengen sech vill méi leeschte kénnen ewéi mär, well se einfach vum Staat

pro Kapp wesentlech méi Sue kréien. D'GS kritt hei fir d'Joer 2011 **2278 €** pro Kapp iwvert den Impôt commercial an iwvert d'Dotations de l'Etat. D'Moyenne läit am Land bei 2964 € wat also ausseet, dass d'Gemeng Suessem 686 € énnert der Moyenne vum Land läit. Dat ass fir eis einfach inakkzeptabel.

Et kann och net sinn, dass Gemengen sech op e puer honnert Milliouenen Réserven stäipen kénnen an anerer müssen kämpfen fir iwverhapt iwvert d'Ronnen ze kommen. An ech soen dat hei ganz kloer: dat huet náischt mat enger gudder oder besserer Gestioun vun de Suen ze dinn, dat huet ganz einfach mat méi Suen ze dinn, déi ee vum Staat iwverwise kritt.

Ausserdem muss ee soen, an d'Zuelen beleeën dat, dass d'Regioun Süden déi ass, wou d'Prokappeinnahmen am niddregste sinn. Mat 2.513 € léie mer hei 231 € hannert dem Zentrum a souguer 332 € hannert dem Norden. Dat ass, wéinst eiser méi héiger Bevölkerungsdichte och verständlech. Wat awer net méi normal ass, ass, dass d'GS esouguer nach 235 € hannert der Moyenne vun der ganzer Regioun läit. Alleng des Differenz ginge fir dest Joer 3,5 Mill € ausmachen, déi mer méi an der Kees hätten.

Mär fannen dat fundamental ongerecht. A mär wéllen och hei net méi nokucken a fuerderen den Innenminister op, elo endlech, no 8 Joer a sengem Ministär, Neel mat Käpp ze machen an des Reform vun de Gemengefinanzen endlech an d'Weeér ze leeden.

D'Dotatiounen machen natierlech de Gros vun eise Recetten aus (33,720 Mill €) a mär wäerten hei och net locker loessen, dass d'Gemengen 1. genuch Sue behalen, fir hiren Aufgaben gerecht ze ginn an 2. de Verdeelungsmechanismus ugepasst gett a méi gerecht gett.

De Budget 2013 kann een mat 2 groussen Iwwerschriften versinn: **Soziales an Kontinuitéit!**

Kontinuitéit, well eng ganz Rei vu Projeten, déi sech iwver Joeren zéien, dra sinn an am Joer 2013 färdech-gestallt wéierte ginn, souwuel konkret a materiell wéi och budgetär. Des Projeten si Projeten fir e puer Generatiounen, déi d'Liewensqualitéit an eiser Gemeng verbesseren, déi néideg sinn, fir eng modern an klientsfréndlech Gemeng ze sinn.

D'Décisioun fir des Gebäier ze bauen si scho virun e puer Joer geholl ginn an et waren déi richteg Décisiounen. Obwuel mer am Moment a méi wirtschaftlech schwierigen Zäite sinn, muss ee soen, dass des Décisiounen zum richtegen Zäitpunkt geholl goufen an et erlauttunn,

eise Betrieber eng wichteg Stütz ze sinn an och fir si schwieregen Zäiten an awer och eis budgetär Situatioun net esou ze belaaschten, dass mer keen Handlungs-spillraum méi hunn. Eng grouss Majoritéit stung och émmer hannert dese Projeten an et goufen hei an desem Gremium bal ni Diskussiounen iwwert Sënn an Zweck vun dese Projeten.

A **Soziales**, well mer eng ganz Rei vu Mossnahmen getraff hunn, fir dass eise sozialen Tissu nach besser gett an eiser Gemeng. Op der enger Säit hu mer Invester an eis Maison relaisen an op der aner Säit vill Suen virgesinn fir nei Terraien ze kafen an / oder Projeten unzestoussen, déi am soziale Wunnengsbau spiller. Op de Logement hu mer dest Joer e spezielle Wert geluecht.

Wat sinn d'Eckdaten vun desem Budget 2013:

Mär hunn ordinär Recetten vun 55.290 Mill € an Dépenses vun 50.306 Mill €. Wat e Boni vun 4.984 Mill € mecht.

Am Extrordinären hu mer Ausgaben vun 29.189 Mill € an Einnahmen vun 22.866 Mill € wat en Defizit vun 6.322 Mill € mecht.

Mam Boni vun 2012 vun 1.606 Mill € hu mer am Endeffekt e Boni vun 268.906 € fir d'Joer 2013.

Fir déi vill Projeten ze finanzéieren, hu mer och dest Joer erém e Prêt virgesinn: 6 Mill € Domadder klémmt eis Schold vun 20.669 Mill € op 25.343 Mill € Enn 2013. Eis Prokappverschöldung geet domat vun haut 1363 € op 1615 € erop.

Och fir 2013 sinn déi extraordinaire Ausgaben ganz héich. Mat 29.189 Mill € leien se zwar hannert den Ausgaben 2012 an 2011 mä si si nach émmer considérabel. Dest ass also och e Resultat vun eisen Efforten déi mer an de läschte Joeren am Finanzberäich gemach hunn. Mär hunn déi Projeten dragesaat, déi mer och wollte machen, déi Projeten och virugedriwwen, déi am Budget stungen an anerer, déi mer net wollten oder konnten machen, hu mer ewechgeloos. Dat huet och politesche Courage gebraucht. Mär wollten awer net eis selwer an och net de Leit dobaussen eppes virspillen an hunn dofir an de Budget némmen dat geschriwwen, wat och réalisiert konnt ginn. An dat huet elo och seng éischt Friichten gedroen.

Am Extraordinaire Budget 2012 hate mer virgesin 44.570 Mill € auszeginn. Am Rectifié stinn der awer 43.822 Mill €. Dat sinn 748.000 € manner wéi virgesinn, wat dann theoretesch heesch, dass mer e Réalisé zum

Enn vum Joer hunn vun 98%, wat esou vill ass wéi mer nach ni haten.

Wat hu mer dann elo alles fir déi baal 44 Mill geschafft?

Projet / Article	Somme en €
Facades Gemengenhaus	400.000
Aarbeschten um Gebäi vum ST	175.000
Eng Rei vun Aarbeschten si nach um Centre d'intervention färdech gestallt ginn	890.000
Renovationsaarbeschten Schoul chemin rouge	2.850.000
Renovationsaarbeschten Schoul Suessem	1.216.000
Neie Foyer am Roude Wee	1.750.000
Kaf vum Haus Reuter	352.993
Kaf vun enger Rei vu Gefierer (7) + Nacelle an balayeuse	401.500
Kaf vun Immeubelen (terrains Frisch, Anen, Baustert)	466.000
Kaf vun Terraien (Horsmann)	2.582.000
Alentours Bouldrome	134.000
Bassin d'orage rue de l'usine	1.259.000
Retensiounsaarbeschten am Brill	140.000
Kanalaarbeschten zu Suessem	190.000
Waasserreservoir Suessem	160.000
Rue des alliés	735.000
Nei Waasserleitung an der rue Belle-Vue	140.000
Nei Waasserleitung an der rue Belair	112.000
Weiderféierung vun den Aarbeschten um Fenkelbierg	874.000
Neie Strossebelag an der rue du Bois (Bieles) an an der rue de Niederkorn (Suessem)	262.000
Hangar fir d'Veräiner zu Bieles	90.000 + 88.000 = 178.000
Neie synthetischen Terrain zu Suessem	622.000
Nei Vestiairen zu Eilereng	932.000
Ausbau vum CORKS	5.133.400
Nei Panneaux d'affichage am CORKS	40.000
Rénovation vun den 3 Coupoles an der Tennishal	160.000
Nei Luiten bei de Foussgängeriwverweeër	40.000
Eng ganz Rei vu Stroossen déi e neie Belag kruten mat zousätzlechen Aarbeschten	615.000
Neien CIPA	11.927.345

Alleng des Projeten machen d'Somm vun 34.735.000 € aus.

Ausserdem steet de Kaf vum Terrain vun der Schoul EBS mat 3.045.000 am Budget, wou awer elo gewosst ass, dass d'Suen 2012 net iwverwise wäerte kënne ginn, mä eréischt Ufanks 2013.

Weider si natierlech Investissementer an Spillplazen, Réseauen an a vill klenger Projeten (Lifter, Trennwänn, nei Rideauen, ...) gemach ginn.

Där gesidd also, dass ganz vill geschafft ginn ass. Wa natierlech esou vill Sue verschafft ginn, heescht dat och dass eis Leit, déi bei eis schaffen, emsou méi gefuerdert sinn. Ech wollt hinnen vun hei aus e grousse Merci soen, u se all, well si d'Bild no baussen sinn vun eiser Gemeng a si och machen dass et hei dréint!

Vill gouf also geschafft a natierlech sinn do och déi eng oder aner Sache schief gelaf. Där wësst dass fir 2013 eng aner Form vu Budget huet missen agefouert ginn. Dat war mat vill Aarbescht verbonnen.

Där hutt bei ärem Budget deen der a gebonnener Form hutt, nach e weidert Dokument derbäi kritt. Do hu der aner Zuelen wéi an der gebonnener Versioun. Dat sinn déi kleng Erreurs de Parcours déi net sollte virkommen, déi awer leider virkommen. Déi Zuelen, déi der nogereecht krut, sinn déi richteg Zuelen. Merci jidderengem deen un desem Budget matgehollef huet, virun allem dem Sekretariat mam Guy a mam Luc, dem Service Compta mam Marianne an Giuliano an awer och all eise Servicer, déi sech vill méi gemach hunn en ordentlecht Dokument opzestellen.

Déi Zuelen déi ech iech genannt hunn, sinn och déi richteg Zuelen.

Erlabt mer nach e puer Remarken:

Zu den **Einnahmen vum Staat**:

Den IC fir 2013 ass dee selwechten wéi deen fir 2012, nämlech 11.557.376 €

Dotations d'Etat fir 2013 klammen em 2,9% op 22.163.562 € fir 2013.

Zesummen sinn dat 33.720 Mill € Wat ronn 625.000 €méi sinn wéi 2012. Dovu ginn dann awer nach eng Kéier 2% vum IC, also 231.148 € of fir an den Fonds pour l'emploi. Eis bleiwen also nach ganzer 393.481 € méi wéi d'läsch Joer.

Duerch de **Pacte logement** kréie mer 2013 2.511 Mill € an eis Kees.

Eis **Taxen** bleiwen an desem Budget bis elo onverännert, märschleissen eng Erhéigung awer am Laf vum Joer net aus. Am Moment beleeft sech eis Kanal- a Waassertax nach émmer bei 5.02 €/m³ an och eis Mülltax bleift onverännert.

D'Personalkäschten machen nach émmer de Gros vun eisen Dépenses aus. Déi belafen sech fir 2012 op 27.273 Mill € a fir 2013 op 31.418 Mill € Do ass der Käschte-nevolutioun Rechnung gedroen an do sinn eng Parti Neiestellungen derbäi, notamment am ST an an der Administratioun. Fir ganz richteg ze sinn muss een awer bei eis an der Gemeng de CIPA erausrechnen. Dat sinn 5.803 Mill € déi dann ewegkommen wat da nach Personalkäschten vun 25.614 Mill € mecht, wat dann 51,25% vun den Ordinären Ausgaben mecht.

An eiser **Réserve** sinn och nach 3 Mill €

REDE ZUM BUDGET MYRIAM CECHETTI:

PRÉSENTATION RECTIFIÉ 2012 ET BUDGET 2013

(1) Présentation...

Léiw Conseillèreن,
Léiw Conseilleren,
Léiw Leit vun der Press,

Als alleréischt well ech eise Leit vilmols Merci soen fir d'Opstelle vum Budget, souwuel all eisen Servicer déi mat Zäiten hiere Budget eragereecht hun, wéi awer och eisem Service financier an eisem Sekretariat. Wann et all Joer emmer erem eng Erausfuederung as dést Dokument färdig ze stellen sou woar et dést Joer besonneg spannend vu dat en neien Plan Comptable fir d'Gemengen Pflicht as. Dowéinst as et och zimlech schwierig verschidden Chiffieren mam Budget vum Joer 2012 ze vergläichen well eben d'Budgetsartikelen liicht geännert hun. Verschidden Artikelén sin zesummengeschloen gin an anerer nees opgespléckt.

(2) Article budgétaire 2012/2013

Avant:
n/nnnn/nnnn/nnn
code chapitre / code fonction / code comptable / code détail
Après:
n/nnn/nnnnnn/x/nnnnn
Code chapitre / Code fonctionnel / code comptable / Code sectoriel / Code détail

Op dësem Slide gesidd där d'Ennerscheeder zwëschen de Budgetsartikelen vun 2012/2013. De Code Comptable as vun 4 Chifferen op 6 Chifferen erop gesaat gin. An et as en Code Sectoriel dobäi komm.

(3) Article budgétaire 2013

Chapitre		1 ^{ère} position du Code comptable
1	Recette Extraordinaire	1 ou 2
2	Recette Ordinaire	7
3	Dépense ordinaire	6
4	Dépense Extraordinaire	1 ou 2

Op dësem Slide gesidd dier wéi de Code Comptable zesummengesaat as. Am Extraordinaire as et emmer 1 oder 2 an an de RO 7 DO 6.

(4) Article budgétaire 2013

• Extraordinaire

- Projet
 - 5 positions minimum
 - 6 positions en cas de besoin pour dédoubler un article
- Hors projet – dépenses régulières
 - 5 positions minimum (99 pour les deux 1^{ères} positions)
 - 6 positions maximum

• Ordinaire

- 1 position minimum
- 6 positions maximum

Op dësem Slide gesidd dier wéi den Code Détail zesummengesaat as.

All Projet as zäitlech opgezielt B. 201201 (dat as dann den 1. Projet vum Joer 2012)

Esouill elo mol dozou.

Wien an de läschten Deeg d'Zeitungs- oder d'Radiosberichter aus de Gemengerotssätzungen wou de Budget 2013 présentiert gouf, verfollegt huet, deen huet émmer erëm déi selwecht Sätz héiren.

Ech zitéiren der e puer:

- Vorsichtig in einem schwierigen ökonomischen Umfeld
- Budget der wohl überlegten Schritte
- Finanzialer Spielraum wird enger
- Den Gürtel enger schnallen

an et kéint een déi Opzielung weider féieren.

Wat mär hei schon d'vierecht an d'läsch Joer beim Budget gesot hun, zielt emsou méi dëst Joer.

An enger Zäit, wou d'Einnahme vum Staat stoark zréck ginn, an domatt ipso facto och d'Haapteinnahmequell vun de Gemengen, (d'Recettes ordinaires vun der Gemeng Suessem besteet zu bal 61% aus der Dotation de l'Etat an dem Impôt commercial), an esou enger Zäit muss eng Gemeng ganz viersichteg plangen, si däarf d'Zukunft net hypotékéieren, si däarf awer och net paniéieren an op der falscher Platz spueren.

Eng Gemeng huet un éischter Platz eng administrativ Aufgab déi se erfëlle muss zur Zefriddeheit vun hier Biergerinnen a Bierger, si huet awer och, an dat émmer méi, eng sozial Aufgab, déi se oft besser wéi de Staat erfëlle kann, well se méi no bei de Bierger ass, a grad déi sozial Aufgab muss se virun allem a méi schwéieren Zäiten erfëllen.

Si huet awer och eng gesellschaftspolitesch Aufgab, d.h. si muss fir eng optimal Schoulinfrastruktur a -begleedung suergen, fir eng familljefrändlech Kannerbetreuung, fir Gläichheet téscht Mann a Fra, fir Aktivitéiten fir Jonk an Al, fir sportlech a kulturell Betätigungen, an dat alles och enert dem Standpunkt vun der Nohaltegekeet.

An Zäiten wou manner Suen zur Verfügung stinn, muss eng Gemeng versichen, en verstännecht Gläichgewiicht téscht deem administrativem, sozialem an gesellschaftspoliteschem ze fannen, do ze spueren wou et méiglech a vertrietbar ass, awer och déi Servicer ze garantéieren, déi fir d'Biergerinnen an d'Bierger wichteg sinn.

Spéitstens do fänkt d'Diskussioun natierlech un:

Fir deen een ass dat Wichtegst, datt en een gudde Proufsall oder Trainingssall huet, deen aneren fénnt et absolut wichteg datt säi Kand am Cycle 4 op Fiesch geet, de nächsten wéll onbedéngt Computercouren fir sech weiderzebilden, deen een brauch Betreuungsstrukturen fir seng Kanner fir kënne säi Brout ze verdéngen, en aneren fénnt iwwert de CIGL erëm zu enger Ausbildung zréck op den Oarbeitsmoart.

Déi Lëscht kann een bal bis an d'Onendlechkeet weiderféieren, an je no Situatioun an Alter änneren d'Appreciassionen.

Dofir muss de Schäffens- an de Gemengerot iwwert d'Opstellen an d'Ofstëmmen vum Budget déi grouss Weichen stellen, an dobäi natierlech de finanzielle Spillraum dee mer hunn, berücksichtegen.

De Schäfferot hei wäert senger Linn trei bleiwen, an seng viersichteg awer net ängschtlech Finanzplanung weiderféieren.

Wéi déi läscht Joren stellt eisen député-maire den Här Georges Engel den Budget extraordinaire vir an ech selwer schwätzen vum Budget ordinaire.

Wéi jo schon am Ufank vu menger Ried gesoot as et dëst Joer vill méi schwéier de Budget rectifié 2012 an de Budget 2013 zesummen ze presentéieren vu dat d'Dokumenter net méi déi nämlecht sin. De Budget rectifié 2012 as nach emmer dat aalt gewinntent Dokument vun Budget dat märt all déi Joeren elo haaten. De Budget 2013 awer dat as en neit Dokument mat aner Opdeelungen an aneren Coden. Verschidden Budgetsposten sin zesummengegeschloen gin anerer nees gespleckt sou dat en direkte Verglach sech als zimlech schwierig erweist.

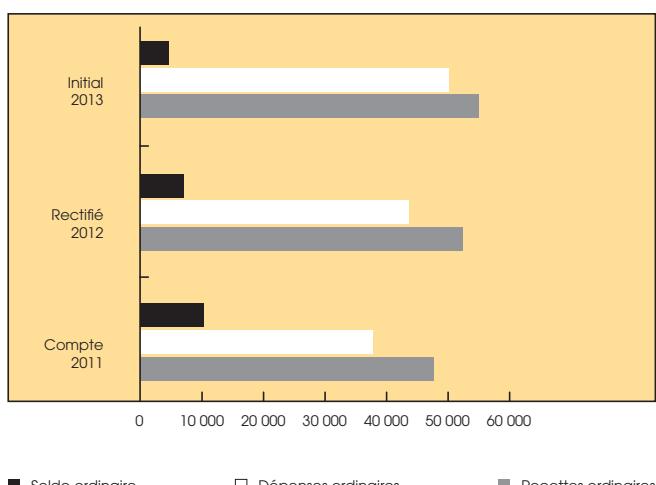
Ech versichen mat Hëllef vun Diagrammen a Grafiken dat Ganzt e bësse méi iwwersichtlech a verständlech duerzestellen.

Punkt 1: Dépenses ordinaires

Remark:

Ech hun als Referenz de Budget geholl, dee mer virun engem Joer gestëmmt hun, an nët dee Budget 2012 aus dësem Band an deem jo d'Modifications budgétaire dran enthalte sin, déi mer iwwert d'Joer gestëmmt hun.

(5) Budget ordinaire



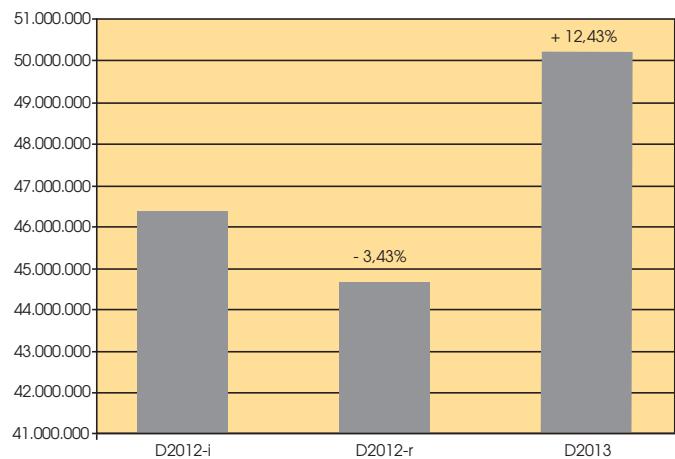
	Compte 2011	Rectifié 2012	Initial 2013
Recettes ordinaires	48 638	52 615	55 291
Dépenses ordinaires	38 265	44 743	50 306
Solde ordinaire	10 373	7 872	4 985

Fir objektiv ze beuerdelen, ob de **Budget dee mer 2011 gestëmmt hun** enegermoosse zoutreffend Previsiounen enthalten huet, muss ee schon déi Zuelen huelen, déi mer d'läsch Joér gestëmmt hun.

Fir d'éischt déi **global Siicht wat d'Dépenses ordinaires** ugeet:

BI12 46.332.049,68 Rectifié: 44.743.000 €

(6) Dépenses ordinaires 2012/2013



Et gesäit een hei, datt dat am groussen a ganzen also richteg Previsioune woaren, déi mer d'läsch Joér opgestallt haten.

Fir de Budget 2013 sin 50.306.000 € dépenses ordinaires virgesin.

Elo muss een natirlech awer ofwoarden, wéi de Rectifié an engem Joer ausgesäit, fir sënnvoll Verglänner kënnen unzestellen.

(7) Budget ordinaire 2012

Service ordinaire	2012 rectifié Recettes	2012 rectifié Dépenses
- administration générale	595 664	5 930 523
- ordre public et sécurité	46 000	231 426
- enseignement	616 150	8 020 153
- hygiène et santé	0	500
- prévisions sociales	11 829 315	14 133 371
- logements, aménag. du territoire et environnement	5 122 000	8 458 294
- culture, loisirs et cultes	85 000	1 824 553
- production et transport d'énergie	16 000	154 600
- agriculture, viticulture et domaine forestier	13 400	299 705
- affaires économiques	24 500	135 510
- transports et communications	22 800	3 072 866
- recettes/dépenses non-ventilables	34 118 023	1 598 094
- dette communale et fonds de réserve	0	883 469
- reprises pour recettes/dépenses non rentrées	126 085	0

Op dësem Slide gesidd däer op ee Bléck all d'Dépensen 2012.

De Gros dovunner sin eis Paien (5,9 Mio an der Administratioun an 8 Mio an eise Schoulen) wat jo eigentlech ganz normal as vu dat mär eng ganz Rei vun Servicer als Gemeng ubidden mussen fir eis Bierger an fir dat uerdentlech ze garantéieren musse mär eng Reih vun Ugestalltener hun.

Elo zum Budget 2013 am Verglach zum Budget Rectifié 2012

(8) Budget ordinaire 2013

2013 gesi mär dann en ähnlecht Bild.

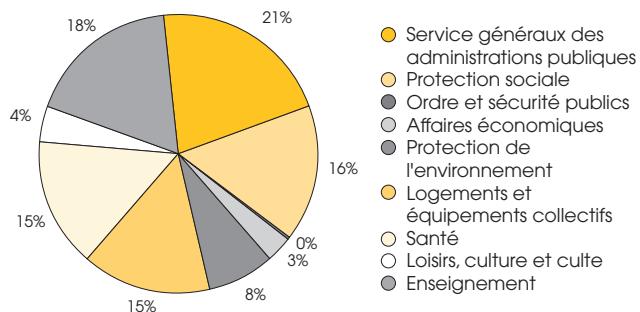
Hei e puer Erklärungen wat déi gréissten Veränderungen ugeet:

D'Erhéigung bei der **Administration générale** (10,4 Mio) sin ausschliesslech op déi méi héich Personalkäschten zréckzeféiren, dat heescht déi méi héich Paien déi previsibel sinn. Dir wësst dat mer als Gemeng keen Afloss op d'Héicht vun de Paien hunn, sou dat mer déi Erhéigungen net beaflosse kënnen. Och brauche mär an eiser Administratioun fir 2013 eng Rei nei Leit fir den Attributounen déi d'Gemeng huet kennen gerecht ze gin. Notament brauche mär an eisem Emweltservice eng Persoun weider fir de Klimapakt adéquat kënnen emzesetzen.

Dat selwecht zielt fir all déi aner Servicer, wou mer déi steigend Personalkäschten jo müssen berücksichtegen. Sou dat mär e plus vun 30 Leit par Rapport zu 2012 wärtten hun.

Service ordinaire	2013 initial Recettes	2013 initial Dépenses
- Service généraux des administrations publiques	35 199 827	10 437 244
- Protection sociale	5 959 717	8 217 970
- Ordre et sécurité publics	46 000	218 550
- Affaires économiques	151 400	1 635 125
- Protection de l'environnement	3 297 000	3 786 312
- Logements et équipements collectifs	2 045 750	7 464 161
- Santé	8 106 500	7 625 200
- Loisirs, culture et culte	73 300	2 087 125
- Enseignement	411 331	8 834 520

(9) Dépenses ordinaires 2013

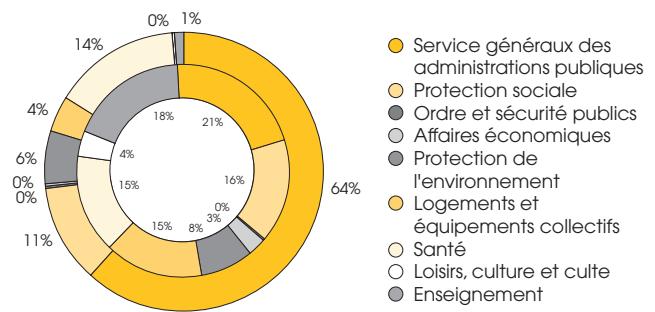


Wat d'**maisons relaisen** ugeet, wou mer iwwert d'ganzt Joer d'Schoulkanner ausserhalb vun den Schoulzäiten betreien, an dat momentan ouni Wartelësch, betreien mär momentan 900 Kanner. Mär hu bis November 2012 109.955 lessen erausgin; dat sin 655 lessen/Dag. Als Verglach: 2009 haate mär bis Dezember 61.254 lessen gekacht. Mär hun am Moment an deem Sekteur 126 Leit schaffen ouni d'Botzpersonal mat agerechent ze hun, woubäi awer och nach ze bemierken as dat de Staat eis 75% rembourséiert an bei der Kannerbuerg esouguer déi 100%. En plus kréie mär jo och nach eng Recette iwert d'lessen eran: mär verrechnen e Menu mat 6,7 €

Ouni eis wëllen zevill ze bretzen, kënne mer awer als Gemeng Suessem wierklech houfreg drop sinn, well mer eng vun de ganz rare Gemengen am Land sinn, déi wierklech dës familljen- a kannerfréndlech Struktur opgebaut hunn, an all déi Leit déi op se ugewise sinn, sinn absolut zefriddent mat de Prestatiounen. Wa mer d'Diskussiounen an eise Nopeschlänner kucken, wou all Familljepolitiker a - politikerinnen op déi absolut Noutwendegkeet vun esou Strukturen hiweisen, kënne mär e rouegt Gewëssen hun mat deem, wat mär hei op d'Been gesat hunn. Ech wëll da just nach drop hiweisen, datt mär am Fréijoer 2013 viraussichtlech mam Bau vun enger neier Maison relais um Chemin Rouge färdig wärte sin.

Wat eis 3. Alterspolitik ugeet, sou si mär jo endlech vun der Dickskopp Zolwer an d'Résidence op der Waassertraap zu Bieles geplennert. Och hei hu mär misse méi Personal astellen fir kënnen de méi u Pensionnäiren (e plus vu 40 Better) déi mär elo do betreien opzfänken. Am Moment hu mär 117 Pensionnäiren.

(10) Dépenses ordinaires nettes 2013



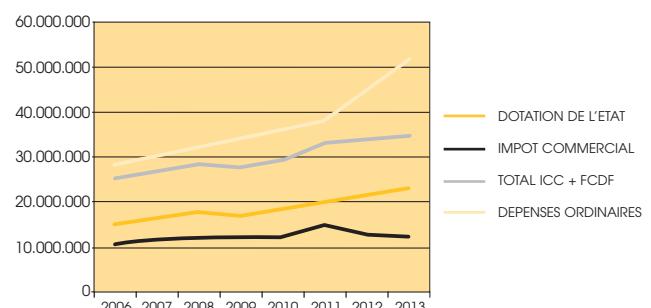
Hei zielt: Wat belaascht eis Gemeng reel, well mer jo an eenzelne Beräicher och grouss Einnahmen hun, wéi z.B. beim Altersheim.

Wa mer also déi jeweileg Recetten ofzielen, da kréie mer ee vill méi objektivt Bild mat folgendem Resultat:
Bei déser Grafik gesidd Dir baussen d'Prozentzuelen vun den Dépenses ordinaires wéi se am Budget stin, am baneschte Kreess gesidd Der d'Prozentzuelen pro Service wann ech vun den Dépensen d'Recetten ofzielen, wat dann u sech dat objektivt Bild duerstellt.

Esouwält wat eis Depensen am ordinaire Budget fir d'Joer 2013 ugeet.

Wéi hun sech dës 'Dépenses ordinaires' am läschte Jorzingt entwéckelt?

(11) Evolution DO/ICC+FCDF



Mär gesin, datt déi 2 Linnen relativ parallel lafen, datt heescht, dat eis Dépensen ähnlech an d'Lut gaange sin ewéi d'Einnahmen déi mer vum Staat kruten.

Mär gesin awer och, datt dat ufänkt sech ze dréinen. D'Gemengendépensen gin weider an d'Lut, awer d'Recetten stagnéieren.

D'läschte Joren hunn wéi gesot déi staatlech Einnahmen stagnéiert, wat virun allem op d'Zréckgoen vum Impôt commercial zréckzeféieren ass. En plus muss een sech jo d'Fro stellen op déi Opdeelung wéi se bis elo vum Staat gemeet gett richteg as. Et ka jo net sin dat déi grouss Südgemengen un der enneschter Spëtzt stin wat ausschëdden pro Kapp (Awunner) betrëfft. Höchstchiffer 4.421 € pro Kapp; Nidderegsten Chiffer 2.079 € pro Kapp, Gemeng Suessem 2.278 € pro Kapp wat jo net normal as.

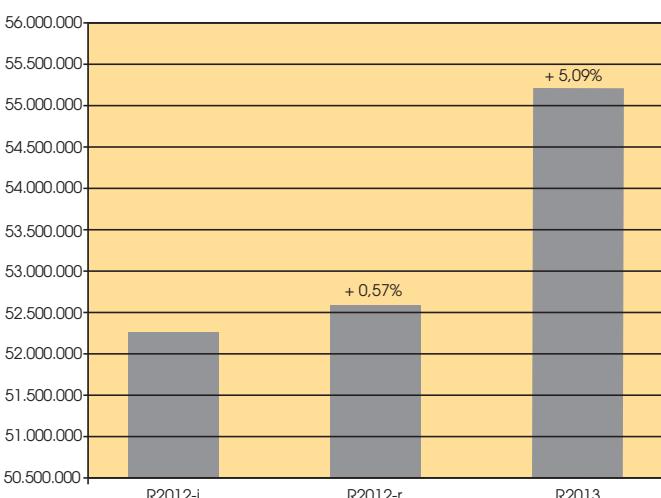
Wa mer eis also och eens sinn, datt mer bei den Dépenses ordinaires musse spueren, sou ass dat natierlech méi séier gesot wéi gemeet.

Eis Dépenses ordinaires sinn zu ronn 75% dépenses obligatoires, also Dépenses wou mär net wirklech en Afloss drop hunn. Och bei dene reschtlechen 25% ass e Spueren zwar méiglech, awer och net einfach, well och dat eng Rei Servicer sinn, déi vläicht net lievensnoutwendeg sinn, déi awer och net einfach esou ofzeschafe sinn.

Dobäi as awer och ze bemierken, datt de Staat d'Aufgabegebiit vun de Gemengen an de läschte Joren émmer méi erweldert huet. E muss also och dofir suergen, datt d'Gemengen déi néideg Recetten zur Verfügung hun, fir déi Aufgaben anstännech ze erfëllen.

Punkt 2: Recettes ordinaires

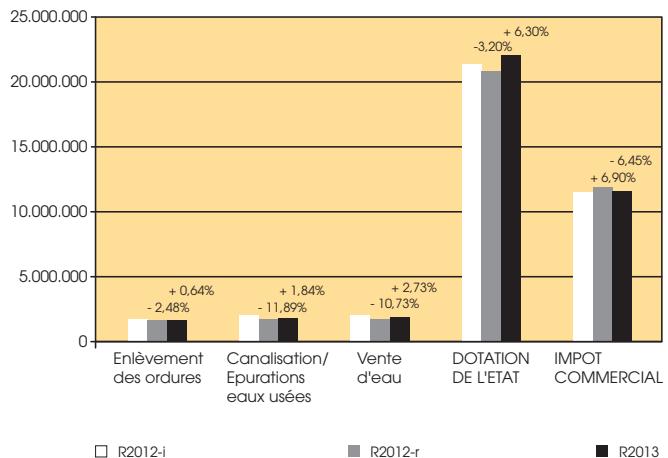
(12) Recettes ordinaires



Mär haten 52.316.000 € als Recettes ordinaires ageplangt, et sinn der elo am BR 52.615.000 € ginn.

Do hate mer émmer an der Regel an de läschte Joren e gudde Batz méi Impôt commercial an Dotation de l'Etat kritt wéi am BI geschat. Dat as awer elo nüt méi sou.

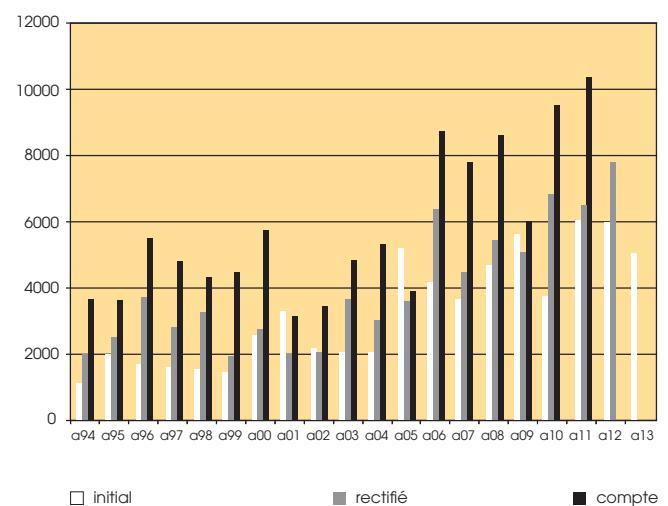
(13) Taxes communales



Vu, datt, wéi mär hei op dëser Grafik gesin, d'Recettes ordinaires zu 61% vun de staatlechen Zouwendungen ofhänken, bedeit dat natiirlech fir d'Gemengen e serieuxen Engpass, wou et dann heescht haaptsächlech bei den Dépenses ordinaires ze spueren.

Wéi gesäit elo eisen Iwwerschoss am ordinaire Budget aus?

(14) Boni ordinaire 1994 – 2013

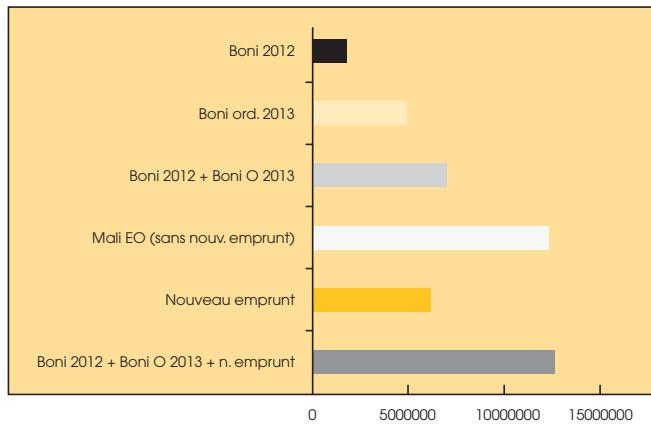


Fir de Rectifié 2012 rechne mer matt engem Iwwerschoss am Ordinaires vun 7.871.873 € a fir de Budget 2013 rechne mer matt engem Iwwerschoss vun 4.984.617 €

Dobäi muss een awer och berücksichtechen, datt mer am Fonds de réserve nach 3 Mio. € als Mouk hunn.

Wéi ass d'Situatioun vun eiser Schold.

(15) Emprunt



D'Gemeng Suessem huet momentan Emprunten laafen fir eng Gesamtzomm vun **20.669.532 €**. Mat deem neien Emprunt dee mär 2013 nach müssen huelen (6 Mio) hätte mär dann eng Schold vun **25.343.515 €**.

D'Pro Kappverschöldung géif dann och vun 1.363 € op 1.615 € erop goen.

(16) Emprunts

Emprunts										
*	Situation au	Solde	Habitants	Par tête d'habitant	Recettes ordinaires	Annuités	dont capital	dont intérêts	% des RO	
C	31/12/2003	10 737 789	14 000	767	30 745 549	1 123 289	623 778	499 511	3,65%	
C	31/12/2004	12 026 200	14 100	853	30 753 093	1 219 762	785 840	433 922	3,97%	
C	31/12/2005	11 864 926	14 150	839	31 385 621	1 348 450	901 633	446 817	4,30%	
C	31/12/2006	10 134 306	14 250	711	37 829 538	1 371 220	924 790	446 430	3,62%	
C	31/12/2007	9 229 567	14 400	641	38 637 746	1 426 041	933 570	492 471	3,69%	
C	31/12/2008	8 261 743	14 450	572	41 198 864	1 462 302	967 278	495 024	3,55%	
C	31/12/2009	7 224 739	14 564	496	40 347 301	1 336 244	1 019 175	317 069	3,31%	
C	31/12/2010	11 043 823	14 708	751	45 176 931	1 389 025	1 210 326	178 699	3,07%	
C	31/12/2011	13 969 104	14 870	939	48 637 544	1 146 136	962 044	184 092	2,36%	
R	31/12/2012	20 669 532	15 169	1 363	52 614 937	1 134 561	883 469	251 092	2,16%	
I	31/12/2013	25 343 515	15 693	1 615	55 290 824	1 652 572	1 281 602	370 970	2,99%	**

* C = compte R = budget rectifié I = budget initial

** pour le nouveau emprunt (6 Mio) les annuités ont été calculées sur 6 mois

Fir erauszfannen, op d'Dette communale nach a gesonden Beräicher sech bewegt, muss een se matt de Recettes ordinaires vun der Gemeng vergläichen. Do gët et eng Regel déi beset, datt d'Part vun den Annuitéiten an den Zënsen nüt méi héich wéi 12% vun den Recetten soll duerstellen. Soulaang gëlt d'Situatioun als nüt bedenklech.

Domat léiche mer also, och wa mer deen Emprunt vu 6 Mio huele nach émmer ganz gutt, nämliech bei 2,99% vun de RO.

Hei gesitt Dir déi Entwécklung an de läschte Joren.

Déi Emprunten sin opgeholl gin, fir sënnvoll an noutwendeg Projeten ze realiséieren, déi ech elo hei opzielen.

Eis Gemeng erfëllt domatt hir Aufgaben. Si suergt dofir, datt hir Awunner an enger flotter Gemeng liewen, déi hinnen vill bitt, déi familljefréndlech Strukturen schaafft, déi hinnen an hire Kanner eng gutt Schoul an flott Schoulinfrastrukturen bitt, d'Méiglechkeet an hirer Fräizäit hirem Sport oder hire kulturellen Aktivitéiten nozegoën, hinnen op der Gemeng e kompetenten a biergerfréndlechen Service unbidde, den eelere Leit iwwert d'Altersheim oder de Klengen Atelier d'dagdeeglecht Liewen erlächtert a méi flott mecht, matt dem Resultat, datt vill Leit gären hei an der Gemeng wunnen oder hei an d'Gemeng wunne wölle kommen.

En plus si mär eng Gemeng déi am Beräich Emwelt och probéiert Virreider ze sin. Mär hun an der Vergangenheet vill Projeten réaliséiert wéi LED-Beleuchtung, Gemein-

schaftsphotovoltaikanlagen, nei Heiztechniken (fir déi mär iweregens esouwuel vum Klimabündnis wéi och vun Enovos ausgezeichnet gi sin), Nidderegenergiehaiser, ... fir der just e puer ze nennen. An Zukunft wëlle mär och weider eng Virreiderroll spinnen an iwert de Klimapakt eis Verantwortung géigener den kommende Generatiounen huelen.

Wa mär, wéi elo, en ökonomeschen Ralenti feststellen, da musse mer wuel reagéieren an kucken do wou mär wëllen a kënne spueren, mär sollen awer nüt oniwverlegt alles a Fro stellen wat geschaaf gin as.

Mär hun nach eng Rei Projeten déi mär ugefaangen hun an déi mär färdig stelle mussen, mee och d'Projeten déi mer nach fir d'Zukunft geplant hu, sin nouwendeg wéi z.B. zum gegebenen Zäitpunkt eng Schoul an Maison Relais fir de Belval.

A wat fir engem Tempo datt mer déi nei Projeten wärten realiséieren, hängt natirlech vun der Entwécklung vun der ökonomescher Lag hei am Land of.

Als Fazit mengen ech kënnen ze soën, datt mär momenan, wéi bal all aner Gemengen hei am Land eng Phas duerchmaachen, déi ee genee am A muss halen, datt mär och mussen reagéieren wat eis Ausgaben respektiv eis Einnahmen ugeet, fir datt mär handlungsfäheg bleiwen an eis nouwendeg Aufgaben erfëlle kënnen, datt mär awer a kengem Fall a Panikstëmmung verfaalen sollen.

Ech soën lech Merci fir Äert Nolauschteren.

REDE ZUM BUDGET EXTRAORDINAIRE GEORGES ENGEL:

2013 stinn wéi gesoot am Zeechen vu Sozialem an der Kontinuitéit.

Den Invest vun 29.189 Mill € verdeelt sech folgendermoossen:

Projet / Article	Somme en €
Renovatioun Gemengenhaus	1.000.000
1 Invest an eis eegen Häiser	
108 rte Esch	46.000
Maison Reuter	99.195
Maison Pontoni	160.000
Maison Feyder	29.000
Maison 32, rte Esch	306.522
	Total: 640.717
2 Acquisitioun vun Immeubles	2.500.000
3 Achats de terrains	1.753.000
4 Logements à coûts modérés	125.000
	Total 1/2/3/4: 5.018.717
PAG	200.000
Neie Foyer MARE CHR	1.750.000
Masterplan Barrierefreies Bauen und Planen	220.000
Silos de stockage	150.000
Velospist op Uewerkuer	600.000
Kanal rue de Differdange	100.000
Weider Invester um Fenkelbierg	358.000+ 394.000+ 400.000 = 1.152.000
Projet Maison 2020	350.000
Spillplazen ginn erneiert resp. renovéiert	143.000
Pumptrackpist Schoul Bieles Post	400.000
Rond-Point bei der Gemeng	45.000
Nei Gefierer (Camion 26 t)	509.000
Passerelle rue de France	587.725
FTTH / Creos / Eltrona	350.000 + 400.000 = 750.000
Aménagement Kräzung rue d'Esch/rue de N'korn	90.000
Gaart zu Suessem	150.000
Nei Waasserleitung vun der Dickskopp an de Basseng	220.000
Invester an eise Waasserréseau (usuel)	180.000 + 280.000 = 460.000
Galgebierg	230.000
CORKS	6.500.000
Sportshal + Vestiaires zu Suessem	632.000
Schoul zu Suessem	787.960
Nei Fensteren um Scheierhaff	350.000
EDIFF	200.000



Alleng des opgezielte Projeten machen 20.8 Mill € am extraordinaire Budget aus. Dozou kommen nach eng Hellewull vu klengere Projeten, déi ech elo awer net all kann opzielen, déi awer all och mat der néideger Aarbescht begleed musse ginn.

Am ganzen ginn also 29.189 Mill € investéiert. Dat ass ganz vill an dorops kenne mer all heibannen houfreg sinn well mer all dozou bäägedroen hunn an och dozou bäädroen, dass des Gemeng méi lievenswert gett. Konter - finanzéiert ginn des Projeten zu engem groussen Deel och duerch Subsiden vum Stat. Dat machen 22.866 Mill € extraordinär Einnahmen.

Dest ass e gudde Budget fir d'GS. Dofir sollt der all och stëmmen.

Bevor in geschlossener Sitzung noch weitere 9 Personalentscheidungen an der Tagesordnung standen, informierte der Bürgermeister Georges Engel (LSAP) die Anwesenden darüber, dass in der nächsten Sitzung am 21. Dezember 2012 die Stellungnahmen zum Budget 2013 der einzelnen Fraktionen abgegeben werden und danach die Abstimmung folgen wird.



Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 21 décembre 2012

date de l'annonce publique: 14 décembre 2012

date de la convocation des conseillers: 14 décembre 2012

début: 16h30

fin: 19h35

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Goelhausen
Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme
Reuter-Angelsberg Dagmar, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Rings Robert, M. Schlessner
Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine, Urbany Serge
M. Theisen Luc, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):

Néant

Premier votant:

M. Bronzetti Denis

M. Urbany Serge n'a pas pris part au vote des points 1 à 9.

PERSONNEL - ADMINISTRATION

- Création d'un poste de rédacteur m/f à plein-temps et sous le statut du fonctionnaire communal

Vote unanime

- Fixation du nombre des emplois des différentes fonctions du cadre fermé prévu pour les diverses carrières
 - carrière de l'expéditionnaire: (15 fonctionnaires)
grades 8 et 8bis: 6 postes dont 3 au grade 8 (20%)
(35%) 3 au grade 8bis (15%)
 - carrière de l'expéditionnaire technique: (3 fonctionnaires → effectif théorique: 10)
grades 8 et 8bis: 4 postes dont 2 au grade 8 (20%)
(35%) 2 au grade 8bis (15%)

- c. carrière du rédacteur: (18 fonctionnaires)
 grades 11,12 et 13: 8 postes dont 3 au grade 11 (15%)
 (41%) 3 au grade 12 (15%)
 2 au grade 13 (11%)
- d. carrière de l'ingénieur-technicien: (10 fonctionnaires)
 grades 12 et 13: 4 postes dont 2 au grade 12 (20%)
 (35%) 2 au grade 13 (15%)
- e. carrière de l'architecte: (1fonctionnaire → effectif théorique: 10)
 grades 15 et 16: 6 postes dont 3 au grade 15 (32%)
 (59%) 3 au grade 16 (27%)
- f. carrière de l'ingénieur: (1fonctionnaire → effectif théorique: 10)
 grades 15 et 16: 6 postes dont 3 au grade 15 (32%)
 (59%) 3 au grade 16 (27%)

Vote unanime

PERSONNEL - RESIDENCE OP DER WAASSERTRAP

3. Modification de la délibération du Conseil communal du 9 février 2009 concernant les primes de responsabilité à attribuer à l'équipe dirigeante du CIPA, conformément à l'article 27 du CCT-SAS pour salariés

Vu la décision du conseil communal en date du 9 février 2009 portant attribution des primes de responsabilité à l'équipe dirigeante du CIPA;

Vu l'organigramme établi pour le CIPA «Résidence op der Waassertrap»;

Vu qu'il est indiqué d'allouer une prime de responsabilité aux salariés ayant à assumer des responsabilités hiérarchiques;

Vu l'article 27 du CCT-SAS pour salariés, stipulant que des primes de responsabilité peuvent être allouées aux salariés ayant à assumer des responsabilités hiérarchiques;

Vu l'avis de la direction du CIPA relatif à l'attribution des primes de responsabilité pour l'équipe dirigeante;

Vu qu'en cas de cumul de plusieurs primes de responsabilité, seulement la plus élevée sera appliquée;

Vu l'avis favorable de la délégation du personnel;

Vu que les primes énumérées ci-après pourront être attribuées à des membres de l'équipe dirigeante respectivement à des membres du personnel qui remplaceront leurs supérieurs hiérarchiques;

de fixer la prime de responsabilité à

1. - 60 pts. Ind. SAS pour le chargé de direction du CIPA de Soleuvre.
2. - 45 pts. Ind. SAS pour le responsable du département: Assistance et soins.
3. - 45 pts. Ind. SAS pour le responsable du département hôtelier
4. - 45 pts. Ind. SAS pour le responsable du département: Accueil et Hébergement
5. - 20 pts. Ind. SAS pour le responsable du service Cuisine.
6. - 20 pts. Ind. SAS pour le responsable du service Assistance et Soins (1).
7. - 20 pts. Ind. SAS pour le responsable du service Assistance et Soins (2).
8. - 20 pts. Ind. SAS pour le responsable du service Technique.
9. - 20 pts. Ind. SAS pour le responsable du service Restaurant.
10. - 20 pts. Ind. SAS pour le responsable du service Ménage.
11. - 20 pts. Ind. SAS pour le responsable du service Administration.

d'organiser les remplacements des responsables de service comme suit:

- En cas d'absences pour congé de maladie, congé annuel et de congé de formation d'une durée d'un jour au moins, les responsables de service seront remplacés par des membres des équipes concernées;
- Le remplacement sera organisé par le responsable de service, avec l'accord de la direction du CIPA;
- Pour le remplacement du responsable de service une prime d'1 point ind. SAS par jour sera attribuée aux salariés;
- Pour des absences de longues durées (Congé de maladie, de maternité, dispense, congé parental et autres), un remplaçant sera nommé par le collège échevinal, qui aura droit à la même prime que les responsables des services énumérés ci-dessus;

d'annuler toute délibération antérieure à la présente accordant une prime de responsabilité au personnel du CIPA «Résidence op der Waassertrap», et de fixer l'effet de la présente délibération au 1^{er} janvier 2013,

Vote unanime

PERSONNEL - MAISON RELAIS POUR ENFANTS

4. Modification de la délibération du Conseil communal du 17 décembre 2007 concernant les primes de responsabilité à attribuer au personnel éducatif de la Maison Relais Sanem, conformément à l'article 27 du CCT-SAS pour employés privés

Vu la délibération du 17 décembre 2007, approuvée par Monsieur le Ministre de l'Intérieur en date du 23 mai 2008, N°732/08, concernant la fixation des primes de responsabilité à attribuer au personnel éducatif de la Maison Relais Sanem, conformément à l'article 27 du CCT-SAS pour salariés (anciennement employés privés);

Vu l'article 27 du CCT-SAS pour salariés stipulant que des primes de responsabilité peuvent être allouées aux salariés ayant à assumer des responsabilités hiérarchiques;

Vu qu'en cas de cumul de plusieurs primes de responsabilité, seulement la plus élevée sera appliquée;

décide de fixer la prime de responsabilité à

- 60 pts. Ind. SAS pour le chargé de direction de la Maison Relais Sanem.
- 45 pts. Ind. SAS pour l'adjoint au chargé de direction de la Maison Relais Sanem.

et 20 points Ind. SAS

aux préposés des foyers scolaires et services mentionnés ci-dessous

- a. Foyer Scolaire Belvaux
- b. Foyer Scolaire Scheuerhof
- c. Foyers Scolaires de Soleuvre (Maison Detroit et Soleuvre-Centre)
- d. Foyers Scolaires de Sanem (anc. Presbytère et Maison Scouts)
- e. Foyer d'Ehlerange
- f. Foyer Scolaire Roude Wee (groupe préscolaire)
- g. Foyer Scolaire Roude Wee (groupe primaire)
- h. Zolwer Kannerbuerg
- i. Service RASE

d'organiser les remplacements des préposés des foyers comme suit:

- En cas d'absence pour congé de maladie, congé annuel et de congé de formation d'une durée d'un jour au moins, les préposés des foyers seront remplacés par des membres des équipes concernées;
- Le remplacement sera organisé par le préposé du foyer, avec l'accord de la direction de la Maison Relais SANEM;
- Pour le remplacement du préposé du foyer, une prime d'1 point ind. SAS par jour sera attribuée aux salariés;
- Pour des absences de longues durées (Congé de maladie, de maternité, dispense, congé parental et autres), un remplaçant sera nommé par le collège échevinal, qui aura droit à la même prime que les préposés des foyers énumérés ci-dessus;

d'annuler toute délibération antérieure à la présente accordant une prime de responsabilité au personnel de la Maison Relais SANEM, et de fixer l'effet de la présente délibération au 1^{er} janvier 2013.

Vote unanime

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL - ADMINISTRATION

5. Augmentation de la tâche de la dame FONCK Nicole, employée communale de la carrière C, de 75 à 100% à partir du 1^{er} janvier 2013

Augmentation de tâche accordée.

6. Augmentation de la tâche de la dame ROMEO Franca, employée communale de la carrière C, de 75 à 100% à partir du 1^{er} janvier 2013

Augmentation de tâche accordée.

7. Nomination d'un rédacteur m/f à plein temps sous le statut du fonctionnaire communal

Est nommée:
Mme Messmer Sandrine

8. Nomination d'un rédacteur m/f à plein temps sous le statut du fonctionnaire communal

Est nommée:
M. Carvalho Alvaro

PERSONNEL – SERVICE TECHNIQUE

9. Changement de carrière du sieur HEISCHBOURG Fernand, ingénieur technicien principal 1^{er} en rang au service technique et nomination au poste d'ingénieur vacant, en qualité d'ingénieur principal, grade 14 à partir du 1^{er} janvier 2013

Changement de carrière accordée.

PERSONNEL - RESIDENCE OP DER WAASSERTRAP

10. Nomination d'un salarié (m/f) détenteur d'un CATP administratif et commercial à plein-temps et à durée indéterminée pour le service secrétariat du CIPA «Résidence op der Waassertrap» sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière du salarié détenteur d'un CATP administratif et commercial PA4

Est nommée:
Mme Gengler-Dhamen Josiane

SEANCE PUBLIQUE (vers 17h00)

11. Correspondance et Informations

PROJETS

12. Rénovation de la maison 12, route d'Esch à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 286.837,- €(article budgétaire: 4/0620/2123/001)

Vote unanime

FINANCES

13. Organisation du service «Nightrider» dans la région Sud pour l'année 2013:
 - a. Décision de participer à l'action du syndicat PRO-SUD

Le Conseil communal;

Vu la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu que le crédit nécessaire pour financer le service en question a été prévu à l'article 3/430/648211/99001S du budget de l'année 2013;

Vu la convention signée entre le Syndicat de communes pour la promotion et le développement de la Région Sud et Sales-Lentz Autocars S.A. en date du 10 décembre 2012;

Sur proposition du collège des bourgmestre et échevins et après en avoir délibéré conformément à la loi;

décide:

1. de continuer principalement la participation au service "Nightrider" du syndicat PRO-SUD pour l'année 2013
2. que la commune n'assumera aucune responsabilité envers le détenteur de la carte du fait d'éventuels manquements aux obligations engagées par l'entreprise privée chargée de l'organisation du service «Night-Rider», (accident, coupure de service, retard, confort, comportement des autres voyageurs et du personnel, état du matériel roulant, propreté dans les bus et autres)

Vote unanime

b. Création d'une taxe / prix de vente

Le Conseil Communal,

Vu la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes;

Vu l'article 99 et l'article 107 de la Constitution;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu la convention signée entre le Syndicat de communes pour la promotion et le développement de la Région Sud et Sales-Lentz Autocars S.A. en date du 10 décembre 2012;

Sur proposition du collège des bourgmestre et échevins et après en avoir délibéré conformément à la loi;

décide:

1. de maintenir les prix de vente de la «Night-Card» pour les habitants de la commune de Sanem âgés au jour de vente de moins de 27 ans à **40 € pour les cartes vendues entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 août 2013 et à 20 € pour les cartes vendues entre le 1^{er} septembre 2013 et le 31 décembre 2013**
2. de maintenir les prix de vente de la «Night-Card» pour les habitants de la commune de Sanem dont l'âge au jour de vente est égal ou supérieur à 27 ans à **80 € pour les cartes vendues entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 août 2013 et à 40 € pour les cartes vendues entre le 1^{er} septembre 2013 et le 31 décembre 2013**
3. de facturer les trajets non-utilisés qui n'ont pas été annulés au moins deux heures avant la date de départ aux titulaires de la «Night-card» et prie l'autorité supérieure à donner son accord.

Vote unanime

DIVERS

14. Avis du conseil communal au sujet de la nomination d'un préposé forestier du triage de Sanem dans le cadre de la réorganisation et de la nouvelle composition des triages

Proposition du collège des bourgmestre et échevins: avis favorable

Vote unanime

15. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins

Pas de règlement temporaire à approuver

- 16A. Modification de la composition des commissions consultatives

Annulation de la démission de M. René Meyers comme membre suppléant de la Commission de l'environnement de la séance du 17.12.2012.

Démission(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/Parti/Association
1	Intégration (Commission de l')	obligatoire	S	Kombo Alexis	L-4435 Soleuvre	membre lux.	

Nomination(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/Parti/Association
1	3 ^{ième} âge (Commission du)	facultative	S	Meyers René	L-4467 Soleuvre	membre politique	déi gréng
2	Intégration (Commission de l')	obligatoire	E	Kombo Alexis	L-4435 Soleuvre	membre lux.	

Vote unanime

16. Questions et divers

BUDGET

17. Approbation du budget rectifié de l'année 2012

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Total des recettes	52 614 937,00	29 598 707,27
Total des dépenses	44 743 063,56	43 822 924,51
Boni propre à l'exercice	7 871 873,44	
Mali propre à l'exercice		14 224 217,24
Boni du compte 2011	7 959 013,34	
Boni général	15 830 886,78	
Mali général		14 224 217,24
Transfert de l'ordinaire à l'extra-ordinaire	-14 224 217,24	+14 224 217,24
Boni présumé fin 2012	1 606 669,54	

Vote(s) positif(s): 10

Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis,
Cecchetti Myriam, Engel Georges,
Goelhausen Marco, Piscitelli Jos,
Reuter-Angelsberg Dagmar, Rings Robert,
Schlesser Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine

Vote(s) négatif(s): 5

Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie,
Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia,
Urbany Serge

18. Approbation du budget de l'année 2013

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Total des recettes	55 290 824,38	22 866 945,00
Total des dépenses	50 306 206,89	29 189 326,00
Boni propre à l'exercice	4 984 617,49	
Mali propre à l'exercice		6 322 381,00
Boni présumé fin 2012	1 606 669,54	
Boni général	6 591 287,03	
Mali général		6 322 381,00
Transfert de l'ordinaire à l'extra - ordinaire	-6 322 381,00	+6 322 381,00
Boni définitif	268 906,03	



Vote(s) positif(s): 10

Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis,
Cecchetti Myriam, Engel Georges,
Goelhausen Marco, Piscitelli Jos,
Reuter-Angelsberg Dagmar, Rings Robert,
Schlesser Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp
Nadine

Vote(s) négatif(s): 5

Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie,
Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia,
Urbany Serge



Gemeinderatssitzung Sanem vom 21. Dezember 2012

Budget 2013 mit Stimmen der Mehrheit angenommen

Die letzte Gemeinderatssitzung des Jahres am 21. Dezember 2012 stand traditionell ganz im Zeichen der Stellungnahmen der einzelnen Fraktionen zum rektifizierten Haushaltberichts 2012 und zur Haushaltsvorlage 2013, die beide in der vergangenen Sitzung vom Schöffenrat vorgestellt worden waren.

Neben den Diskussionen bezüglich des Budgets herrschte bei den restlichen 16 Punkten traute Einstimmigkeit im Gemeinderat. Zum Ende der Sitzung wurde ausserdem der langjährige Gemeinderat und Schöffe Robert Rings (Déi Gréng) geehrt und verabschiedet.

BELES

Die heutige Sitzung begann mit einem kurzen öffentlichen Teil, in dem der Bürgermeister Georges Engel (LSAP) zunächst alle nötigen Informationen zur Schaffung eines neuen „rédacteur“-Postens gab.

Im Juli 2011 hatte der Gemeinderat in einem einstimmigen Beschluss den Schöffenrat beauftragt die Periodizität der Wasser-, Abwasser- und Müllentsorgungsrechnungen zu erhöhen. Dieses Entgegenkommen der Gemeinde ermöglicht es finanziell schwächeren Bürgern die Gebührenlast besser über das ganze Jahr zu verteilen. Nach der Reorganisation der „Recette communale“ in den vergangenen Monaten, könnte man nun ein erstes Resultat vorzeigen. Man werde ab 2013 die Ausstellung der Rechnungen von 2mal pro Jahr auf 4 mal pro Jahr (April, Juli, Oktober, Januar) erhöhen, wobei der genaue Ablauf (Wechsel von Vorauszahlung „avance“ - Abrechnung „décompte“) noch nicht ganz ausgearbeitet ist.

Dies bedeutet allerdings, dass auch das Arbeitsvolumen beträchtlich steigen wird. Deshalb wolle man einen zweiten Mitarbeiter einstellen. „Vor kurzem hat ein Rekrutierungsverfahren stattgefunden für die Besetzung des freiwerdenden Postens im Personalbüro. Dies ist eine gute Gelegenheit um einen weiteren der geeigneten Kandidaten die sich vorgestellt hatten, nun für diese neue Stelle zu engagieren. Selbstverständlich hat das bestehende Personal Vorrang bei der Besetzung eines Postens.“

Dieser Punkt wurde sodann einstimmig gutgeheißen, sowie auch die folgenden Punkte bezüglich der Anzahlfestlegung der Posten in den oberen „Fonctionnaire“-Karrierelaufbahnen und die Abänderung der Prämien für die Verantwortlichen der „Maison Relais“ und des Altenheims „REWA – Résidence Op der Waassertrap“.

Im darauffolgenden geschlossenen Teil der Gemeinderatssitzung wurden die Angestelltenposten der Damen Nicole Fonck und Franca Romeo von 75% auf 100% erhöht, Frau Sandrine Messmer und Herr Alvaro Carvalho als neue „rédacteur“ für den Bedarf der Gemeindeverwaltung und Frau Josiane Gengler-Dahmen als neue Angestellte für das Sekretariat des REWA gestimmt.

KOMMUNALE GEBÜHREN AB 2013 4 MAL PRO JAHR IN RECHNUNG GESTELLT

Zu Beginn der öffentlichen Sitzung informierte Bürgermeister Georges Engel die Presse über die Neuerung ab 2013 bezüglich der Erhöhung der Rechungsperiodizität der kommunalen Gebühren. (siehe 1. Abschnitt im vorangegangen Teil).

Der einzige Kostenvoranschlag der heutigen Sitzung betraf die Renovierung des im vergangenen Jahres erworbenen Hauses (12, route d'Esch) in Beles für 286.000 €. Nach der Sanierung wird die Immobilie als Sozialwohnung in Zusammenarbeit mit dem Sozialbüro der Gemeinde vermietet. Dieser Punkt wurde einstimmig verabschiedet.

Ebenso verhielt es sich bei der Beteiligung am gemeinsamen „Night Rider“-Projekt des Gemeindesyndikats PROSUD für das Jahr 2013. Sowohl die Beteiligung an der Aktion als auch der Preis der Karte wurden einstimmig angenommen. Kartenbesitzer bis 27 Jahre bezahlen weiterhin für das ganze Jahr 40 € (vom 1.1.-31.8.) und 20 € wenn sie die Karte erst zwischen dem 1.9.-31.12. kaufen. Der Anschaffungspreis der Karte beträgt für Leute über 27 Jahre jeweils das Doppelte.

In diesem Zusammenhang sprach Déi Lénk-Gemeinderat Serge Urbany die Verteilung der umstrittenen Barbara-Broschüre des PROSUD an. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) konnte daraufhin klarstellen, dass die Broschüre ohne Wissen der Gemeindevorantwortlichen an die Schulen ausgeliefert worden war, jedoch so schnell wie möglich zurückgezogen worden ist.

Vor den Budgetreden wurden dann noch die Ernennung des Försters für die kommunalen Wälder und die Abänderung der Zusammensetzung einiger konsultativer Kommissionen ebenfalls ohne Einwände verabschiedet.

BUDGET 2012 UND BERICHTIGTER BUDGET 2011 MIT STIMMEN DER MEHRHEIT VERABSCHIEDET

Anschließend kam es zum Höhepunkt der heutigen Sitzung. Es folgen nun die Stellungnahmen der jeweiligen Fraktionen des Gemeinderats zum Haushaltsentwurf 2013 und zum rektifizierten Haushalt 2012.

CSV STELLUNGNAHM ZUM BUDGET 2013

CSV-STELLUNGNAHM ZUM BUDGET RECTIFIÉ 2012

Ee grousse Merci geet vun eiser Säit aus un déi Leit vum Gemengepersonal, déi beim Budget matgeholfen hunn.

Mär bedauere wéi all Joer och elo erëm, dass d'Circulaire vum Inneminister eis esou spéit virugeschéckt ginn ass, schliisslech ass se schonn Enn Oktober an der Gemeng ukomm a mär hu se eréischt d'láscht Woch kritt.

Wéi déi Jore virdrun, si mär och nach émmer net mat de „commentaires budgétaires“ zefridden. An der Circulaire steet ganz kloer op der Säit 15, wat fir Renseignementer missten am Budget stoen, an dat ass bei eis net ginn. Esou steet z.B. ni eppes dran, wéi e Projet an der Zukunft finanziert gëtt. Beim CIPA kann ee guer net novollzéie, wéivill Sue schlussendlech bis elo erakomm sinn a wéi déi nächst Tranchen ausbezuelt ginn.

Doriwwereraus ginn et och Artikele wou guer keng Detailer drastinn, z.B. de Logement à coût modéré.

Do bleift also nach vill Verbesserungspotenzial.

Ech géif dann elo eise Commentaire zum Budget rectifié maachen:

Wa mär d'Evolutioun vun de groussen Zuelen téschent dem Budget initial 2012 an dem Budget rectifié 2012 am Ordinaire kucken, d.h. den Total vun de Recettes ordinaires am Verglach zum Total vun den Dépenses ordinaires an den ordinaires Iwwerschoss, da steet eis Gemeng gutt do, well den Iwwerschoss am Rectifié zum Initial sech verbessert.

Dobäi muss een awer soen, dass praktesch 2/3 vun deem Iwwerschoss duerch d'Méifinanzéierung vum Staat bei de Peie vun de Chargés an Enseignants zustane kënnt. Also hu mär eis se net selwer erschafft.

Mär hu festgestallt, dass bei de Recettes extraordinaires ronn 7,5 Millioune manner erakomm sinn, wa mer de Budget Initial mam Rectifié vergläichen; am Verglach zu de Montants autorisés 2012 maachen dat esou 10 Milliounen aus.

Do huet de Schäfferot sech also ferm verschat. Deelweis huet en ze grouss oder ze optimistesch gesi, wéi beim Verkaf vun den Terrainen am Wënschel (do eleng gët et eng Differenz vu 6,4 Milliounen). Deelweis gouf ze séier geplangt, wéi z.B. beim Bau vun der Schoul Belval, oder falsch gerechent, sou wéi bei der Awunnerzuel beim Pacte logement (hei koume 600 000 €manner eran).

Da ginn et awer och Beispiller, wou de Staat eis nach net ausbezuekt huet (dat maachen ong. 3,1 Milliounen €aus), wat bekanntlech zu Trésorierproblemer ka féieren. Eis Gemeng kann jo ee Liddchen dovunner sangen, nodeems mär 2011 2 Millioune provisoresh aus dem Fonds de réserve hu missten huelen.

An deem Kontext kann een da begréissen, dass am Budget 2013 op verschiddene Posten zréckgeschrauft ginn ass, wéi z.B. bei der Vente vun den Terrainen am Lotissement Wënschel.

De Buergermeeschter war net méi wéi houfreg a senger Ried kënnen ze soen, dass 98% am extraordinaire Budget realiséiert ginn.

Dobäi ass dës Ausso awer irreführend. Fir d'alleréisch ass emol ze soen, dass dat wat am Rectifié steet nach net realiséiert ass, déi Zuel kéint also erofgoe, wann 2013 d'Konten definitiv ofgeschloss ginn. Am Budget initial stoungen zwar 44,5 Milliounen bei den Dépenses extraordinaires, mä d'Montants autorisés fir dës Dépense waren der awer 57,8. Dorënner fale jo d'Zousazkrediter, déi de Schäfferot am Laf vum Joer votéiere gelooss huet an d'Reporten vum Joer virdrun.

Fir et richteg ze maachen a richteg ze gesi, wéi gutt geschafft ginn ass, muss een de Rectifié 2012 mat de Montants autorisés 2012 vergläichen an da läit de Prozentsaz vun de Realisatiounen némmen nach bei 75,8%. Dat ass dat, wat bis Enn 2012 erwaard gëtt, mä esouguer dee Prozentsaz kéint nom Ofschluss vun de Konten am Abrëll / Mee 2013 nach erofgoen.

Firwat muss een d'Montants autorisés kucken? Ma dat sinn déi Beträgt, déi de Schäfferot sech 2012 autoriséiere gelooss huet, fir déi extraordinaire Aarbechten ze maachen, déi hie virgesinn huet. Mat deenen 98% Prozent, déi de Buergermeeschter als réalisé uginn huet, huet hien also de Leit Sand an d'Ae gestreet. An anere Gemengen, wou Dépenses extraordinaires am Rectifié méi héich waren wéi am Budget Initial hätten se dem Buergermeeschter senger Rechnung jo dann esouguer iwwer 100% realiséiert. Also esou kann een déi Rechnung net maachen.

Ech ginn d'Wuert da weider un d'Nathalie fir eise Commentaire zum Budget 2013.

Carine REUTER-BAULER

CSV-STELLUNGNAHM ZUM BUDGET 2013

Als éischt emol fänke mär mat deene positiven Aspekter un.

Wat den Impôt commercial ugeet, begréisste mär d'Tatsaach dass de Schäfferot dem Inneminister sengem Vorschlag aus senger Circulaire 3035 nokénnt andeems heen de selwechte Betrag an de Budget 2013 agesat huet wéi am Budget 2012 an dat obwuel mär den Impôt commercial jo vun 275% op 325% gehéicht hunn.

Et wär méiglech dass op Grond vun dëser Erhéitung méi Impôt commercial fir d'Joer 2013 ze erwuarden ass, mä et ass engersäits onméiglech d'Progressioun anzeschätzen, anerersäits ass dëst ee groussen Onsécherheetsfakteur op Grond vun der ökonomescher Situatioun an eisem Land an dohier onvirsichteg wann een dat géif maachen.

Esou wéi de Minister dat an senger Circulaire suggeréiert, plädéiere mär dann och dofir dass een déi definitiv Zuele vum Impôt commercial an der Dotation de l'Etat vum Joer 2012 ofward éier de Gemengerot sech fir den Emprunt vun 6 Milliounen € ausschwätz. Dat schéngt och ze geschéie, well den Emprunt némmen op 6 Méint geplangt ass. Mä doriwwereraus plädéiere mär ganz stuark dofir dass de Surplus vun dësen definitiven Einnahme par rapport zu den Einnahmen, déi am Budget rectifié 2012 ageschrifwe sinn, misste genutzt ginn fir de Betrag vum Emprunt dee fir 2013 virgesinn ass ze reduzéieren.

Wat d'CSV Fraktioun och begréisst, dat ass d'Virundreiwe vum Masterplan Barrierefreies Bauen und Planen. Mär hunn dacks hei gemeckert dass Etudë géife gemat ginn ouni visibele Suivi um Terrain. Hei ass elo endlech ee Beispill

wou eppes soll geschéien. Wat, wësse mär zwaar nach net genee, mä mär loossen eis da gären iwwerschen.

An dësem Kader musse mär awer och bedaueren dass bei neie Projeten net direkt barrierefri gebaut ginn ass. Sou sinn z.B. rezent sämtlech Trottoiren an enger Cité frëschgemat gi wou een direkt hätt kënnen déi richteg Placken mat Noppen fir Leit mat enger Séibehënnerung op de Buedem leeén. Mär hunn erklärkt kritt et misst als 1. e flächendeckend Konzept ausgeschafft ginn, anereräits wësse mär dach alleguer dass een net alles gläichzäiteg iwwerall ka maachen. Irgendwou muss een ufänken.

Mär wollte schonn eppes zum Klimapakt soen, mä anscheinend gi mär jo do aktiv, well mär dofir eng zousätzlech Persoun astellen an 100 000 € virgesinn. Op den Detail si mär da ganz gespaant, well do kann ee vill flott Saache maachen. Sou hu mär z.B. ee Solarrëgester versprach kritt deen op sech wuarde léisst.

An elo zu den negativen Aspekter.

Mär hunn net verstane firwat 25 000 € fir «frais de route et de séjour personnel» am Kapitel vun der Coordination technique stinn. Hu mär dann net genuch Dingschtween dass d'Personal mam Privatauto muss fueren an dofir 0,4 € de Kilometer erëmkritt? Dat ass neemlech déi eenzeg Erklärung dozou déi am Commentaire budgétaire steet.

Mär hunn ni méi ee richtge Suivi op eis Motioun kritt déi mär am Kader vun de Taxerechnunge gemat haten. D'CSV hat deemools gefuerdert dass d'Rechnunge trimesteriell sollen ausgestallt ginn anstatt némme semestriell, well fir Verschiddener déi Rechnungen awer ee Batze Geld beieneen duerstellen.

Als éischt wuar gesot ginn et misst wahrscheinlech eng zousätzlech Persoun dofir agestallt ginn, well dat mat méi Uarbecht verbonne wär. Herno ass gesot ginn et misst och mam bestehende Personal machbar sinn. Mä de Schäfferot huet sech ni zu enger Periodizitéit geäussert.

Wéi steet et dann elo mat der Ëmsetzung vun eiser Motioun déi awer am Gemengerot ugeholl gi wuar?

Mär hunn net richteg verstane wéi déi „Maison 2020“ émgesat gëtt. Ass dat ee bestehend Haus oder gëtt do eppes Neits gebaut? Mär hoffen dass de Schäfferot dann och drun denkt sech finanziell Hëllef an eng Kooperatioun mat deenen zoustännege Ministäre sichen ze goen an dat net alles wèles huet eleng ze bezuelen.

Mär bedaueren natierlech zudéifst dass de Projet vum betreite Wunnen um Belval einfach net virugeet. Dat schleeft elo scho joerelaang...

Bei der Bréck (Passerelle) tëscht der Rue de France an dem Bieleser Kierfecht bleift d'CSV Fraktioun dobäi dass dëse Projet némmen duerch d'Maison relais noutwendeg ginn ass.

Vun Ufank u wou dat Haus lénks nieft dem Gadderhaus kaf ginn ass, hu mär eis dogéint gewiert dass dëst als Maison relais soll benutzt ginn. Mär hunn émmer dovir gewarnt dass d'Verkéierssituatioun op dëser Plaz alles anesch wéi sécher fir Kanner ass.

Lo hu mär awer eng Maison relais op däer Plaz a viru sou engem „fait accompli“ gesäit d'CSV sech gezwungen dëse Projet matzedroen, awer praktesch exklusiv wéinst der Sécherheet vun eise Kanner. Well d'Parkplaze fir d'Gadderhaus hätt ee kënnen anesch plangen, woufir eng Bréck net noutwendeg gewierscht wär.

Lo stinn am Budget scho 580 000 € woubäi den éischten Devis „némmen“ 350 000 € wuar. Sinn do déi zousätzlech Ausgabe scho mat dra fir d'Bréck total zougänglech ze gestalten, d.h. mat enger Ramp fir Kutschen a Rollstill? Dat wär jo am Sënn vun enger barrierefri Gemeng.

Wéi steet et mat den Ausgaben déi mär der CFL musse bezuelen?

Bei dësem Projet fäert d'CSV eng Käschtenexplosioun. Duerch déi Konventioun déi mär e Méinden hei gestëmmt hunn, hu mär eis jo engagéiert all d'CFL Käschten z'iwwer-huelen, mä déi si schwéier anzeschätzen an déi muss een onbedéngt am A behalen.

Eis ass opgefall dass d'Primärschoul um Belval scho fir d'2. mat 0 € agedroen ass. An enger 1. Phas kënne mär jo nach an d'Education différenciée (EDIF) Gebai ausweeche wann een Accord esou fonnt gëtt, mä mär däerfen awer och net de Punkt verpasste fir mat Zäiten mam Bau vun dëser Schoul unzefänken.

An äre Previsione gesitt däer jo och vir dass d'Gemeng d'nächst Joer iwwer 500 Awunner bäikritt. Och wann déi net all exklusiv um Belval wunne wäerten, sou wiisst awer haapsächlech an deenen nächste Joeren d'Awunner-zuel do am meeschten an de Bau vun enger Schoul dauert jo awer och e puer Joer.

D'CSV Fraktioun vermësst an dësem Budget ganz kloer de Schwéierpunkt op déi zukünfteg Studenten déi op de Site Belval wäerte kommen.

D'Gemeng Esch ass do vill méi wäit an eise Schäfferot verpasst hei déi eemoleg Chance déi d'Uni, mat hire Studenten an d'Personal wat dohinner schaffe geet, bitt.

Esch strengt sech um Gebitt vun de Studentewunnungen un, huet ee „Studentpack“ ausgeschafft, e „Student Leisure Center“ a Planung... fir némmen dës Beispiller ze nennen. Eis Gemeng misst do vill méi Synergie mat Esch agoe fir dass de Belval ee richtegen Erfolleg gëtt.

Esou plangt d'Stad Esch eng nei City App. Mär fannen

dass eis Gemeng sech do fir de Volet Belval mat kéint drun uschleissen.

An eisen Ae schöpft dëse Schäfferot dat Potential, wat de Belval bidde kann, net voll aus.

Eng Rodelbahn fir 230 000 € ass och net grad geschenkt. Dee Projet misst een onbedéngt regional ugoen an den ORT-Sud a Pro-Sud mat abannen. D'Konzept ronderém déi Bunn muss gutt duerchduet ginn.

D'Pumptrack Pist huet och een houfrege Präis vu 400 000 €. Ok, dat Ganzt muss no gewëssene Kriterien ugueluecht ginn, mä et bleiwen trotzdem némmen zesummegepressten Hiwwelen. Do wär eng Spillplaz mat Sécherheet méi bëllig ginn a manner émstridden. De Projet huet jo bekanntlech schonn eng Kéier wéinst verschiddenen Oppositiounen missten zeréckgezu ginn.

Dat sinn z.B. 2 Projeten wou ee sech d'Fro ka stellen ob se an dësen Zäiten ubruecht sinn a v.a. vun eiser Gemeng eleng solle finanzéiert ginn. Et däerf ee bei deene Projeten och d'Nofolgekäschten net vergiessen. Déi Pumptrack Pist hätt eiser Meenung no besser op de Belval bei de Lycée oder d'Uni gepasst an häft kënnten ee Gemeinschafts-projet mat der Escher Gemeng sinn.

Dass eis Gesamtschold op 25 Milliounen klëmmt ass nach keng Katastrof, mä mär betounen awer den "nach" ganz stuark. Op Grond vum Iwwwerschoss vu knapp 5 Milliounen am uerdentleche Budget fanne mär awer dass elo lues mä sécher d'Limitten erreecht sinn.

Wann ee weess, dass d'Einnahme vun de Gemenge relativ prekär sinn an all neien Emprunt (duerch déi järlech Annuitéiten) och eng Auswirkung op déi uerdentlech Ausgaben an deemno op den uerdentlechen Iwwerschoss hunn, musse mär am Zusammenhang vun den Emprunten awer d'Handbrems zéien. Némmen esou kënne mär eis an den kommende Joren de néidege Spillraum garantéieren.

D'Péitenger Gemeng kënnt schon dat 9. Joer hannerneen ouni Emprunt aus a bezillt doríwereraus d'nächst Joer 2,2 Milloune Schold zeréck. Et muss een dann awer soen dass si kee Fonds de réserve ugueluecht hunn. Hier Pro-Kapp Verschöldung geet dobäi op 1084 € eroft (Suessem: 1615 € erop)

Et ass eis opgefall dass eise Buergermeeschter dës Kéier Vergläicher méi mat Péiteng gezunn huet, firwat wuel?

Mär ginn all deene Leit, eisem Buergermeeschter inklusiv, Recht déi sech bekloen dass d'Opdeelung vum Impôt commercial an der Dotation de l'Etat ongerecht téschent

de Gemengen opgedeelt gëtt.

Fréier oder spéider komme mär och net méi dolaanscht bei eisen uerdentlechen Ausgabe Spuermooossnahmen z'ergräifen.

Interessant ass an deem Kontext de Verglach vun den ordinären Ausgaben pro Awunner. Hei leie mär bei ronn 3300 € pro Awunner. Wa mär elo uerdentlech Ausgabe vun 3000 € amplaz 3300 € hätten, da wär eisen uerdentlechen Iwwerschoss 15 169 (Awunnerzuel op den 31.12.2012) x 300 € (Differenz téschent 3300 an 3000) = 4,5 Milliounen méi héich. Vill Buergermeeschtere lamentéieren driwwer, dass d'Einnahmen ze niddreg sinn, vergiessen awer ze soen, dass si net genuch maache fir op der uerdentlecher Ausgabe-säit Ustrengungen ze maachen.

Eis beonrouegt de Schéiereffekt och, d.h. dass eis uerdentlech Ausgabe méi séier klamme wéi eis uerdentlech Einnahmen. 2012 luch dee bei 2 Prozent, 2013 esouguer bei bal 3 Prozent. A mär begréissen och net dass den definitive Boni 2013 bal ém d'Halschent schrumpft am Verglach zum läschte Joer.

Wat eis un den Ausféierunge bei der Budgetspresentatioun am Meeschte mëssfall huet, ass d'Tatsaach dass sech iwwert déi, zu Recht, ongerecht Opdeelung vum Impôt commercial an der Dotation de l'Etat beschwéiert gëtt an awer onfairerweis vergiess gëtt z'erwähnen dass d'Gemeng Suessem an der eemoleger Situations ass dass si duerch d'Untersuchungshaft Subsiden an Héicht vun 20 Millioune vum Stat kritt. Dës „Chance“, wann een dat esou kann nennen, hunn aner Gemengen bei wäitem net. D.h. trotz de villen Zousazsubside vum Staat fir d'Untersuchungshaft, huele mär erém een Emprunt op fir dann némmen op ee minimale Boni ze kommen. Dëst hu mär och schonn d'láscht Joer ugeprangert.

De Buergermeeschter huet zum Schluss vu senger Ried een Opruff gemat Jidderee soll de Budget stëmmen. Ech kann äech garantéieren dass all Uwiesenden wäert mat ofstëmmen, mä d'Fro ass „wéi?“. D'CSV sécherlech mat „Nee“.

Nathalie MORGENTHALER

DP STELLUNGNAHM ZUM BUDGET 2013

Budget Gemeng Suessem vum 21.12.2012

Här Buergermeeschter, dir Damen an Hären aus dem Schäffen- a Gemengerot.

Am Virfeld wöll ech dem Gemengepersonal Merci soen fir hir gudd Aarbecht während dem ganzen Joer, a speziell deenen Mataarbechter, déi bei der Opstellung vum Budget 2013 Hand mat ugeluecht hunn.

D'DP begréisst är weider Beméiungen zur Renovatioun vun Gemengenhau, Sportkomplex um Scheierhaff a Suessemmer Schoul. Doriwwer eraus énnertézte mär de Bau vun enger Maison Relais am Roudewe, den Ukaf vun Terrainen, esou wéi Haiser fir Sozialwunnengen mat de Mëttelen, déi lech iwwert de Biais vum "Pacte Logement" gi sinn.

Fir Studente Wunnengen ass am Budget 2013 awer näischt agedroen. Wéi steet et iwweregens mat dem alen CIPA op der Dickskopp zu Zolwer? Gëtt et do nach keng konkret Projet 'en? Wann d'Uni um Belval hir Dieren opmécht, misst där äre Soll jo awer erfëllt hunn, wou där als Suessemmer Gemeng nieft deenen Escher ären Image iwwert de Wee vun der Universitéit jo awer och op poléiere wëllt.

Am Ganzen hutt Dir am nächste Joer ronn 29,2 Milliounen Euro am Extraordinäre Budget fir Investitiounen virgesinn.

Et däerf een natierlech nüt vergiessen, dass de Staat bei all deene Projet 'en e ganze Batz Geld bäästeiert. D'Fro stellt sech just wéi laang dat nach de Fall ass, wann ee weess wéi schlecht et am Allgemengen hei am Land em d'Finanzen steeet.

En plus ass virgesinn, e Prêt vu 6 Milliounen Euro opzehuelen, fir eventuell Enkpäss an den Dépensen ofzedecken. D'Pro Kapp- Verscholdung klemmt dann vun 1.364 op 1.615 Euro, während de Gesamtemprunt vun 20,669 op 25,343 Mio. Euro erop geet.

Wéi gewosst sinn an nächster Zäit Abréch an den staat - lechen Zouwennungen méi wéi wahrscheinlech an dofir ass et eiser Meenung no ganz geféierlech d'Gemengeschold ze hiewen.

D'DP huet sech zum Ziel gesat, eis Jugend ze énnertézten. Mär hunn eis awer och schonns lescht Joer d'Fro gestallt op nieft wierklech noutwennegen Spillplazén dann och

onbedingt eng "Pumptrack Piste" fir insgesamt 500.000 Euro hei mat integréiert muss ginn. Dobäi ass op Belval-Nord beim Lycée schliisslech esou eng Infrastruktur, net wäit ewech vun der Bieleser Post Schoul, viru net allzé laanger Zäit ageweit ginn.

Um Gaalgebierg zu Bieles soll eng Summerrodelbahn a Richtung "Gadde" entstoen. Am Budget goufen hei vir 230.000 Euro agedroen. Och wann ee flott an innovativ Saachen maache wëllt, si mär der Meenung, dass den Zäitpunkt fir esou eng Konstruktioun am Moment schlecht gewielt ass.

Där hat eis, Här Buergermeeschter, am leschte Gemengerot gesot, dass beim Kaf vum Haus Feis an der Post Strooss zu Bieles eng Maison de Laïcité géing agericht ginn. Dat selwecht kéint och vun de Veräiner genotzt ginn. Wéi kompatibel ass dat, wann ee weess, dass d'Maison de la Laïcité ären Aussoen no jo éischter en Treffpunkt zum Nodenken a Meditéieren am Fall vun trauregen Evenementen, Konferenzen resp. Receptiounen soll ginn.

Am Budget rectifié 2012 steeet den Ukaf vun Terrainen fir d'Schoul Belval Süd am Wäert vun 3.045.000 Euro. Allerdéngs ass fir 2013 guer kee Posten erkennbar? Geschitt do nach guer näisch? De Wunnengsbau um Belval-Nord geet jo awer mat risegen Schrëtt weider. Nét dass mer herno a Verzuch kommen?

Wéi gesäit et aus mam betreiten Wunnen vun den Senioren. Fir 2012 waren 30.000 Euro virgesinn, et goufen der 25.000 verschafft an et stinn der och 30.000 am Budget fir 2013. Dovun ofgesinn, dass mer nach quasi keng Informatiounen iwwert de Stand kruten, sief bemierkt, dass dat recht wéineg ass, zemol wou mer wéissen dass eis Populatioun émmer méi en héijen Alter erreecht an dat betreit Wunnen fir si eng optimal Léisung duerstellt.

Am Budget 2013 stinn 400.000 Euro fir e Parking an der rue de la Poste zu Bieles. Sinn déi Suen, fir d'Offrappen vun deem alen Haus mat uschléissendem Aménagement vum Parking? Wéi huet dat sech mat deem Bail iwwert 5 Joer? Kritt de Propriétaire vun deem Grondstéck nach zousätzlech Suen vun der Gemeng fir d'Notzen vum Parking?

Eng lescht Fro betréfft deen Invest vun 350.000 Euro an de Bau vun enger "Maison 2020". Wou soll dat hin kommen a wat ass den Zweck dovunner?

Obwuel am 2013er Budget manner finanziell Mëttel zur Verfügung stinn, gëtt versicht eng ganz Rei lafend Projet 'en fäerdege ze gestallten an e puer Neier an d'Weeër ze leeden.

Allerdéngs si mär als DP der Meenung, dass nach eng Rei vun wichtegen Saachen nüt realiséiert ginn, z.B.: betreit Wunnen, méi Effort' en an Êmwelt & Energie. Zevill Zäit geet verluer beim Schaafen vu bëllejem Wunnengsraum fir déi manner bemëttelt Familljen, jonk Läit a Studenten.

De Budget ass nüt breit gefächert genuch an dofir stëmmen mär en als DP och nüt mat.

Merci fir d'Nolauschtren

Patricia SPECK-BRAUN
DP - Gemengeconseillere

DÉI LÉNK STELLUNGNAHM ZUM BUDGET 2013

Den Buergemeeschter huet ë Méinden jo seng Ried do-mat ugefaangen, mat däi Kart hei déi am Lëtzebuerger Wort stung, iwwert di Ongläichverdeelung vun de Gemengenfinanzen zwëschent deenen eenzelnen Gemengen. Wat aus deenen Chiffren do herviergeet, dat ass wéi d'Prokappbesteierung ass, dat heescht déi Steier déi lo vum Staat agezunn gétt an dann verdeelt gétt un d'Gemengen, dat sinn der 2. Dat as engersäits d'Gewerbesteier an anersäits d'Dotation de l'Etat, déi sech erem engkéier zesummesetzt aus engem Deel vun der Akommessteier, vun der TVA an vun der Autossteier, déi och un d'Gemengen dann weidergeleet gétt. Dái Chiffren hei, déi eng gewëssen Ongläichheet weisen, wou och eis Gemeng relativ um Wupp läit, an och d'Südgemengen relativ um Wupp leien. Dái Chiffren sinn natierlech an däi Form schon laang bekannt, dat as jo näicht neits, et ass just, wat mech wonnert dat ass den Zaitpunkt wou dat komm ass, virun den Budgetsdebatten an deenen eenzelnen Gemengen an awer och virun der Debatt an der Chamber iwert den Budget, wou et jo och vill driver riets gaangen ass, wéi kéinte Suen gespuert ginn, och vis-à-vis vun de Gemengen an der Emverdeelung vis-à-vis vun de Gemengen. Sou dass ech och am fong geholl dovun ausginn dass d'Quell vun däi Tabell do entweder den Innenministär oder den Finanzministär war. An ech mengen dass d'Absicht dobäi net war fir eng méi gerecht Léisung lo ze fannen, well et steet jo net dodran wourop dës Onglaichverdeelung zreckzeféieren ass, mee ech mengen dass et éischter dorën gaangen as fir d'Gemengen énnereeneen jalous ze maachen an fir déi Gemengen déi mi schlecht éwechkommen, vläit dozou ze brengen eng Reform ze befürworten.

Eng Reform wou een awer nach muss driwwer diskutéieren, well wann ech en anert Dokument gesinn dat viru kuerzem an der Chamber verdeelt gin ass, dat heescht „radiographie des finances communales“. Wann ech mer dat Dokument ukucken, dann hunn ech di grëssten Befürchtung wat Finanzierungspolitik an Zukunft an d'Basis vun der Finanzierung vun de Gemengen ugeet. Dat as eng Etude di ass ausgeschafft gin vun der Zentralbank, ech froen mech firwat vun der Zentralbank. Di as beoptragt ginn vum Innenministär fir eng Reih vun Analysen an Propositiounen ze maachen an do leien och scho Virschléi vier. Do geet et drëm d'Gemengen ze responsabiliséieren, z.B. iwwert eng Reform vun den Budgetsreserven, iwwert eng Aféierung vun neien Budgetsnormen, fir méi Tutell och vum Staat ze kréien bei der laangfristeger Planung vun den Ausgaben. An am fong geholl geet et bessen dorën, wi dat d'Madame Morgenthaler dat lo och hei vun der CSV skizzéiert huet. Et geet drëm fir d'Reserven vun de Gemengen erofzeseten, fir d'Scholden erofzeseten an fir am fong geholl den finanziellen Kader an d'finanziell Méiglechkeeten vun de Gemengen anzeschränken. Et geet och z.B. èm eng Reform vun der Gewerbesteier an der d'Dotation de l'Etat. Do steet dann z.B. dran di Reform dierft awer net „entrer en opposition frontale avec la politique du gouvernement en matière fiscale“, an dann gétt och virgeschloen fir dat iwwert eng méi eng grouss Tutelle ze maachen. Den Prinzip vun der Autonomie vun der Gemeng gétt zwar am Prinzip erwähnt mee et gétt awer och betoont dass dat Ganzt sech soll an deem europäeschen Kader soll bewegen. An deem europäeschen Kader deen kenne mer jo, deen as am gaangen sech ze imposéieren op allen Niveauen an dee geet an Richtung vun deem Stabilitéspakt an a Richtung vu méi budgetärer Beschränkung vun de Moyens vum Staat, ganz einfach: den Staat soll an sengen Moyens agegrenzt ginn.

Dofir sinn ech ganz skeptesch wann vun esou Saachen riets geet, vun sou Reformen, wann sou Mëttelen benotzt ginn virun Diskussiounen, fir d'Leit rosen ze maachen, well se manner kréien wi den Noper an mer wëssen jo dass dat zu Lëtzeburg relativ gutt funktionéiert an dann kommen awer herno Saachen dobäi eraus, déi awer am fong geholl an kengem sengem Interessi sin. Et geet och z.B. an däi Etude hei dovun riets, et misst een méi Druck maachen dass d'Gemengentaxen och wierklech käschtendekend ginn an et gétt bedauert dass «pour des raisons politiques, les responsables locaux réchignent à augmenter les taxes». Där kennt meng Haltung zur Käschtendeknung an ech well dat lo net mi hei nach engkéier wiederhuelen, et geet awer drëm fir dat hei nach engkéier kuerz gesot ze hunn. Et geet jo drëm am fong geholl eng progressiv Besteierung vum Räichtum, do wou en



entsteet, entweder bei den Akommësen oder bei den Bénificer, wou dann progressiv eng Besteierung entsteet déi méi sozial gerecht ass, déi och déi, di méi Suen hunn, och méi un den Ausgaben vun de Gemengen an vum Staat participéieren léisst, ze ersetzen duerch eng gläich Konsumtax, wou jidfereen deen consomméiert egal wivill en verdingt dat selwecht bezuelen ze loessen. An d'Resultat mengen ech, fänke mer och un ze kréien, ech haat och hei schonn ë puer mol d'Fro gestallt wéi dat wier mat deene Leit di Retard hunn am Bezuelen vun hieren Gemengentaxen. Et as och gesot ginn hei dass do ë gewëssen Phänomen festzestellen wier, sou dass do awer Honnerte vu Leit oder ech wees net genau wivill an der Situations wieren, di Schwieregkeiten hun régelméisseg ze bezuelen, well dat jo awer bis lo 2 mol am Joer eng héich Somme war. An et as lo ze begréissen dass dat lo mat der Frequenz vum Bezuelen erhéicht gëtt, mee dat ännert awer näicht un der Somme, dat Gesamtent dat muss bezuelt ginn. Ech wollt do och wëssen vum Schäfferot ob et do an der Zwëschenzäit schonn mél Donnéeën gëtt iwwert di Leit di net kënnen hier Taxen bezuelen.

Ech hunn de moiern och um Radio héieren, dass lo Gemengeverantwortlech oder Gemengepäpp hier Meenung solle soen zum eenheetlechen Waasserpräis. Anscheinend ass dat eppes wat vum Innenminister erauskomm ass, deen gesot huet d'Gemengeverantwortlech - ass dat lo just fir d'Buergermeeschteren gemengt oder den Gemengerot, ech weess et net - sollen innerhalb vun 3 Méint soen ob sie fir en eenheetlechen Waasserpräis sinn. Also ech muss ierch soen ech sinn net fir en eenheetlechen Waasserpräis, aus enger ganz einfacher Ursach: wann een am Land een eenheetlechen Waasserpräis huet, dann huet een och Viraussetzungen geschaafen fir dass iergendeen Repreneur d'Waasserversuergung kann iwwerhuelen, wat en de Moment net kann huelen oder just mat ganz groussen Schiwerregkeiten némmen kéint maachen.

Et geet och an deenen ganzen Diskussiounen hei, dat hutt der och an der Press gelies, ëm eng Neibewertung vun den Staatsubsiden, do sollen déi Subsiden déi mer kréien fir aussergewéinlech Ausgaben, déi jo bis lo plus au moins gläich waren fir di eenzel Gemengen, di sollen dann ugepasst ginn un d'finanziell Situations vun deenen einzelnen Gemengen. An déi di vill Reserven hunn an vill Suen hunn, déi sollen dann manner aussergewéinlech Subsiden vum Staat kréien wi di aner Gemengen di mi schlecht drun sinn. An ouni dass awer garantéiert as, dass déi di net esou vill hunn, dass déi doduerch méi kréien. Ech mengen nämlech dass dat net geplant ass, well et geet jo ëm Austeritéitspolitik, et geet jo drëm d'Ausgaben insgesamt vum Staat insgesamt vis-à-vis vum secteur communal erofzeseten.

Also, fir dat ze résuméieren wat ech lo gesot hunn: den Hannergrond vun deem Artikel am Wort an och vun deenen Diskussiounen ass den Spuerpaak vun der Regierung an di nei Budgetspolitik beim Staat. Beim Staat sollen och nei Budgetkriterien an di selwecht Richtung agefouert ginn mat Automatismen an sou weider, wou d'Politik och net mi sou fräi ass Decisiounen ze huelen. Dat selwecht hunn mer jo bei der Securité sociale an bei der Rentereform erlieft, wou eben genau dat geschitt ass, dass een an d'Gesetz Kriterien schreift, wi sech Einnahmen an Ausgaben an Zukunft sollen entwéckelen. An deen Drëtten am Bond vun den Staatsausgaben as niewent dem Staat an der Securité sociale, d'Gemengen, also den Gemengesecteur. An eben dorën geet et och elo bei deenen ganzen Diskussiounen.

Ech well och an deem Zusammenhang soen, ech fannen et net gutt dass den Buergermeeschter sech do solidariséiert huet mam CSV Präsident, deen och Buergermeeschter ass vun enger Nopeschgemeng, deen sech jo bessen zum Virsprécher do möcht vun deenen Gemengen déi hei schlecht éwechkommen bei däer Emverdeelung. An den Hannergrond ass awer bekannt an ech mengen dass et och deemjeenegen CSV Präsident virun allem ëm den Hannergrond geet, dat heescht fir en Klima ze schaffen deen favorabel ass fir eng Diskussiou am Land ze féieren wéi een kann d'Ausgaben vun de Gemengen an gewëssen Grenzen setzen. An dobai as deen heitegen Probleem souwuel beim Staat wi bei de Gemengen ...

Hier eine kurze Unterbechung von Bürgermeister Georges Engel zur Klarstellung:

Hutt dir héieren dass heen dat gesot huet oder supposéiert dir dat?

Serge Urbany: ech hunn en héieren op enger Plaz...

Georges Engel: Fir d'Einnahmen vun de Gemengen ze begrenzen?

Serge Urbany: Dat huet en natierlech net gesot.

Georges Engel: Ech well nämlech net dass hei behaapt gëtt, ech hätt mech mat engem solidariséiert, deen dat behaapt huet.

Weiter Serge Urbany:

Nee nee, mee heen spilt mat der Jalousie vun de Gemengen énnereeneen. An ech fannen dat schlecht, psychologesch schlecht, wann een eigentlech weess wat

sech hanndendrun verstoppt, wat vun Iwwerleeungen, dass een do och déi Richtung geet an dat jo och sou leschte Méinden hei gesot ginn ass an der Budgetsdebatt, dass do keng Gerechtekkeet mi wier an dass een méi Gerechtekkeet an d'Gemengenfinanzen misst dranbréngen. Dann muss een awer als éicht wëssen wat ass dann Gemengengerechtekkeet. Z.B. mengen ech dass deen eenzegen Gerechtekkeetsproblem deen sech stellt, ass bei den Steieren, beim Ophiewen vun den Steieren an bei der Verdeelung vun de Steieren. Z.B. d'Gewerbesteier stagnéiert zénter Joeren an eiser Gemeng, an eise Prokappakommes ass sou niddreg well an der Stolindustrie quasi keng Steieren mi opgehuewen ginn. An der Stolindustrie ginn et awer Gewënner an et ginn och Dividenden ausgedeelt. Mee et gëtt awer eng Regelung wat Gruppen vun Betriebuer ugeet. Op europäeschem Niveau ass dat esou agerichtet dass d'Stol-industrie, wat jo awer è wichtig Industriebetrieb ass mat Dausenden vun Arbéchtsplazien hei am Land, keng Steieren effektiv bezillt an dat ass è Problem. An do sinn virun allem d'Südgemengen natierlech déi ènnert deem Problem ze leiden hunn. Mee dann muss een dat awer och soen, dass dat de Problem ass. An dass deen Problem op eng favorabel Manéier muss geléist ginn an net iwwert eng Mindestbesteierung di relativ lächerlech ass, wann een schwätzt vun 20.000 € fir esou e groussen Betrieb d'Joer, dann ass dat zimlech lächerlech.

Natierlech sinn eis Moyens do begrenzt, ech weess och dass mir als Gemeng net kënnen d'Arbed dozou zwéngen dat ze bezuelen. Mir hunn eise Gewerbesteiersaatz erhéicht wat ech och absolut begréissenswert fannen an mir wärten och an Zukunft dann gesinn wéi sech dat wärt auswierken op aner Betriebuer. An ech fannen wann z.B. eng Gemeng wi d'Stad Lëtzebuerg, di gëtt jo sou vill kritiséiert well se hei sou vill Prokappakommes huet, wann d'Stad Lëtzebuerg den Hiewesaatz fir d'Gewerbesteier an d'Luut setzen géif op eisen Niveau, dann wieren schлагаarteg all Problemer vun de Gemengefinanzen wahrscheinlech geléist, well jo déi Suen net némmen an hier Keess fléissen mee och zu 60% kollektiv an d'Keess vun den aneren Gemengen. An ech mengen an ech färten dass et awer do è Konsens gëtt, net némmen am Stater Schäfferot mee och insgesamt an aneren Parteien fir do d'Gewerbesteier net ze hiewen, well grad do déi setzen di se kéinten bezuelen, di grouss Banken asw. An do misst, mengen ech, wann dat net de Fall ass, Droch ausgeübt ginn, och vun eis, dass d'Stad Lëtzebuerg sech misst och wierklech bedeelegen un deem Effort deen de Moment noutwendeg ass fir di néideg Einnahmen an d'Gemengekéesen eranzekréien.

(Einwand des Bürgermeisters, dass diese Überlegungen zu weit über das Gemeindebudget hinausgehen)

Dat hei ass de Budget, deet mer leed, mee dat as eben just dat dat genau falsch leeft, wann een net gesäßt wou de Problem ass. Mir können hei vill schwätzen, iwwert eng Schoul do oder eng Pumpptrackpist wou anescht an wann een keng Suen huet kann een näicht maan. Deen eigentleche Problem vun de Gemengen an vun enger Budgetsdikussiou, den zentralen Punkt, ass d'Einnahmediskussiou, do ass den Match ze féieren. Do musse mer awer och d'Problemer erkennen, de Match mat den richtegen Froen an den richtegen Fuerderungen féieren.

Zur Ausgabepolitik: eis Gemeng ass natierlech en groussen Betrieb, 450 Leit schaffen ongeférer hei, ech fannen dat immens positiv dass et sou en öffentlechen Betrieb gëtt deen aktiv ass an vill mécht an dat ass och némmen ze begréissen. An natierlech ass dat och de Verdingscht vun deenen di lo do sinn an awer och vun aneren déi mat gehollef hunn fir all di Punkten hei ze diskutéieren an ze stëmmen.

Ech well just e puer Remarken do soen zum Parascolaire. Et ass jo och virun allem doduerch dass d'Zuel vun de Beschäftegten esou gewuiss ass. Do well ech och soen dat war eng wichtig politesch Decisioun an dat zu enger Zäit, wou ech zwar na net am Gemengerot war, eng richteg politesch Decisioun deemols di ech och partagéieren. Di ganz Maisons relais an ganz parascolaire Aktivitéiten, di èmmer méi noutwendeg ginn an eng gesellschaftslech Noutwendegkeet 1. Klass sinn. Mir maan dat selwer, mir bauen dat op, obschonn deen Chèque-service-System un sech guer net sou ausgeluet war. Deen Chèque-service-System, an sou gëtt en och an villen aneren Gemengen applizéiert, war un sech geduet fir privat Initiativen ze favoriséieren an op mannst gläich ze behandelen mat öffentlechen Institutiounen. Mir hunn di Méiglechkeet benutzt fir den öffentlechen Service hei auszebauen wat ech immens wichtig fannen. Ech mengen awer et soll een ufänken ze iwwerleen an wéieng Richtung een nach weider kann entwéckelen, ech mengen et geet drëm fir en Verbannen zu engem Konzept vun enger richteger Ganzdagsschoul wou een dat wierklech gesäßt an enger Unitéit mat der Schoul. Ech mengen dass et och wichtig ass dass deen Service weiderhin gratis bleift, dass dofir och den Zugang dozou geséchert as. Di Decisioun déi lo d'Regierung geholl huet mat den Chèque-service geet leider net an di richteg Richtung. Mir müssen lo kucken wéi mer lo dat Bescht dodraus maachen an eis mat Hänn an Féiss dogéint wieren, wann do gekuckt gëtt dass d'Leit zevill selwer müssen partizipéieren. Ech mengen och dass sech d'Fro



stellt vun der Unerkennung vum Personal wat do schafft an vun der Weiderbildung vun deem Personal dat muss d'Méiglechkeet kréien hier Carrière während hierer Arbécht do weider ze entwéckelen. Dat as eng Bemierung déi natierlech och zotrëfft op aner Betrieb, och op d'Altersheim z.B. Wat d'Altersheim ugeet, mengen ech dass et net mi sollt énnert services sociaux figuréieren, well et an Wierklechkeet käschtendekend funktionéiert, d'Altersheim mecht jo é lichten Bénéfice, also ass et keng sozial Ariichtung méi am eigentleche Senn. Dozou hunn ech jo och schonn heinsdo e Wuert gesot hei an dofir well ech dat lo net mi maachen.

Den Logement as och ze begréissen, et sinn do och Initiativen geholl ginn, mee et muss een lo kucken wéi sech dat nach weider entwéckelt.

Dann hunn ech mer dat fir de Schluss gehaalen, d'Fro vun der Maison de la laïcité. Ech mengen dass dat eng falsch Decisioun war, et gëtt keng gesetzlech Basis, mee mir hunn awer hei en relativ héichen Subsid gestëmmt fir di Maison de la laïcité. Di ass iwregens am Rapport relativéiert ginn an an Fro gestallt ginn, vun deenen Experten iwwert Relatiounen Staat an „culten“. Ennert annerem mat deem Argument dass grad am laizisteschen Milieu, dass se do émstridden ass and dat ass den eigentlechen Problem do, dass vill Leit der Meenung sinn, fir zivil Trauerfeieren oder Hochzäiten, do brauche mer eng Organisatioun um Niveau vun der ganzer Gemeng, do muss een sech kennen un d'Gemeng wenden, di dat dann organiséiert an net rem bei enger Organisatioun bei där een Member muss sinn oder och net. Am fong geholl as et eng Anengung vum eigentlechen Gedanken fir dass Gemengen an de Staat missten op enger Basis funktionéieren wou sech jidferen dran éremfennt bei allen öffentlechen Zeremonien. Dofir fannen ech dat bedenklech aus deem Standpunkt hier an well jo och nach all di aner Froen na net geléist gi sinn an där Debatt ém d'Trennung vun Kierch an Staat, z.B. wi geet et weider mat den Kierchenfabriken an do bleiwen jo och nach eng ganz Partie Froen ze klären. Dofir fannen ech et eng falsch Initiative. An domat haalen ech och op. Merci.

Serge URBANY

LSAP STELLUNGNAHM ZUM BUDGET 2013

Stellungnahm vun der LSAP-Fraktioun zum Budget 2012 / 2013

Dir Dammen an dir Hären,
Léif Kolleginnen a Kollegen,

Am Numm vun der sozialistescher Fraktioun wéilt ech virewech soen, dass mär dëse Budget stëmmen an dass kee vun eis, och ech net, weder de leschte Méinde bei der Presentatioun, nach haut, en Opstand gemaach hunn, resp. maachen an de Schäfferot forcéieren säi Budget nach eng Kéier z'iwwerdenken an z'adaptéieren – esou wéi, virop den Nationalpresident vun der CSV dat dést Joer mat sengem CSV Minister gemaach hat. Ech huelen un, dass dat och net némammen dem Här Frieden esou zimlech erop gestouss huet.

Ech weess net op dem Här Wolter seng Motivatioun déi war, dass hien net un der Elaboratioun vum Budget mat agebonne war, oder well hien et einfach net verdaut huet, dass hien net méi Minister an/oder Fraktiounschef ass.

Ech hunn op jiddwerfalls keng Verdaungsproblemer well ech net méi Schäffé sinn, esou wéi dat dann, ausge-rechent vun der CSV hei zu Suessem an hirem Blietchen op de Punkt bruecht ginn ass, an dat well ech mer erlaabt hat, hei am Gemengerot als Majoritéits-Conseiller Fro'en un de Schäfferot ze riichten.

Wat déi an deem CSF Xoro Artikel zitéiert Passerelle beim Bieleser Kierfecht ubelaangt, do wollt ech eigentlech just éffentlech Drock op d'CFL maachen, mam positive Resultat, dass, net zulescht doduerch, de Steen érem un d'Rulle koum an d'Passerelle Enn 2013 wäert fäerdegt gestallt sinn.

Ech wéll vun dëser Geleeënheet nach eng Kéier profitéiere fir drun ze erënneren, dass mär Conseiller'en heibannen alleguer, net némammen als Partei'en, mä och individuell eng Verantwortung vis-à-vis vun eise Bierger, awer och, an dat net zulescht als Kontrollorgan, vis-à-vis vum Schäfferot als Exécutant vun deem wat hei gestëmmt gëtt, hunn, an dass et jidderengem vun eis säi Recht ass, jo seng Flucht, sech dofir anzesetzen oder do dergéint ze sinn, wat sengem politesche, sozialen, ökologesche, mënschlechen, jo perséinleche Gewëssen entsprécht, resp. net entsprécht.

Dowéinst si mer gewielt ginn! Wa mer alles némammen an eise politesche Gremie solle maachen, wéi d'CSV dat

schreift / virschreift, da brauche mer némme méi de Schäfferot a mär Conseiller'en, haapsächlech déi aus der Majoritéit, kënnen dann doheem bleiwen.

Ech hunn iwwregens an deene leschten 19 Joer wou ech am Gemengerot sinn, an dat ass aktenkundech, keng Problemer mat der Verdauung mussen hunn, fir, weder hei bannen nach dobaussen, meng Meenung ze soen, och wann se deem engen oder aneren net gefall huet. Wat elo de Budget ubelaangt, wéilt ech genau wéi d'lescht Joer éischter e kuerze politeschen an ideologesche Commentaire maachen an net nach eng Kéier op déi eenzel Posten a Chifferen agoen.

Mär hunn eis als LSAP am Virfeld a verschidden internen an interfraktionelle Gremie mam Budget befaasst, mam Resultat, dass dëse komplett an der Linn ass, vun deene sozialen, ökologeschen, nohaltegen, an trotz Kris, fortschrëttelechen a soziokulturellen Objektiver, déi mär eis gesat hunn.

Dëst war keen einfachen Exercice. Net némme wéinst der ökonomescher Lag hei am Land, mä och wann ee gesäit wéi séier déi ordinär Depensen vis-à-vis vun deenen ordinäre Recetten vu Joer zu Joer wuessen, wat net zulescht, wéi mer alleguer konnte liesen, och dorops zeréck ze féieren ass, dass eis Gemeng bei de Recette vum Staat, am Verglach mat anere Gemengen, vum Inneministère jo awer wierklech net geseent ass – Woubäi, bei enger routigrénger Koalitioun, den Terme «net geseent» genau dee richtige schéngt ze sinn.

Mär hunn et nawell fäerdegt bruecht déi richteg Prioritéiten an engem virsichtegen an awer (ouni sech ze vill ze verschélden) investigative Budget ze setzen.

Dëst hu mer an deem Senn gemaach, dass mer, ofgesi vun deene grousse Projet'en, déi mer nach émmer kënne weider féieren, och fir d'Zukunft an eis Dingschtleeschungen a virun allem an dee soziale Volet, notamment wat d'Kannerbetreuung an de sozialen- an erschwénglesche Wunnengsbau ubelaangen, nach méi konnten investéieren.

Bei esou engem virsichtegen a finanziell nohaltege Budget, op däitsch Haushalt, muss een esou haus-halten, dass een implizit spuersam handelt, ouni awer d'Auswierkungen op d'Erféllung vun den Aufgaben déi eng Gemeng huet ausser Uecht ze loessen.

Fir hei dann och déi richteg Prioritéiten kënnen ze setzen, hu mer eis zum Deel duerch Moskau (op Englesch: MoSCow) guidéiere gelooss. Nët vum Nathalie als Guide an och net duerch d'Haaptstad vu Russland, mä duerch d'Ofkierzung «MoSCoW»*, wat eng Method duerstellt fir Prioritéité festzeleeën, woubäi den:

- «M» fir «Must have» steet. Also déi Saachen, déi extreme wichteg sinn, déi ee muss maachen an déi een (am Prinzip) och net kann ewech loosse;

- den «S» fir «Should have» steet. Saachen, déi ee misst hunn an déi praktesch grad esou wichteg sinn, een awer net direkt vollstänneg, mä iwwer e gewëssen Zäitraum ka maachen;

- den «C» fir «Could have» steet. Saachen, déi ee sollt / kéint hunn an als «Nice to have» duerstellt, also déi, wou et flott wier wann een se hätt;

- an de «W» fir «Won't have (but would like)» oder «Would have» steet. Also déi Saachen, déi een eigentlech gären hätt, mä elo emol ewech léist, well een se am Moment nach net ka realiséieren.

Dëst ass e systemateschen a laangwieregen, esouwuel administrative wéi och politesche Prozess, deen am Virfeld vum Schäfferot mat senge Servicer a senger Majoritéit duerchgefouert gouf, an deen, nieft der viller Aarbecht, Fangerspëtzegéfill, Iwwerzeegungskrafft a Courage fir Decisiounen ze huele verlaangt.

Hei hätt een sech vun der Oppositioun kënnen erwaarden, dass si, zum Deel wéinstens politesch am extraordinaire Budget (wa se am ordinäre Budget schonn net seet, wou een da soll Suën aspueren), dësen Exercice och gemaach hätt a mat méi konkreten anere Prioritéiten, Alternativen an/oder Propositioone komm wier.

Och wann de Schäfferot sécher net déi hellseheresch Fäegkeeten huet, déi ech d'lescht Joer a menger philosophescher Parallel zum Mythos vum Cassandra gezunn hat, esou kann een awer net komplett ofstreiden, kuckt een de Budget rectifié vu 2012, dass seng Prophezeiungen zu wäit iwwer 90% korrekt waren.

Ech sinn iwwerzeegt, dass och dëse réel bezunnen a wäitsichtige Budget daat hält wat en versprécht. Ee weidere Grond fir en dann och ze stëmmen.

Ech soen iech Merci fir d'Nolauschteren,

Jos PISCITELLI / Fraktiousspriecher vun der LSAP

DÉI GRÉNG STELLUNGNAHM ZUM BUDGET 2013

Léif Kolleginnen an Kolleegen,

Déi Gréng wärten dësen Budget och stëmmen an dat aus folgenden Ursachen:

Et ass an eisen Aen e Budget deen et erlaabt all di wichteg ugefaangen Projeten weiderzeféieren respektiv zu Enn ze bréngen.

Mir sinn eis hei bannen all bewosst, dat ass schon e puer mol gesot ginn, dass mer di finaziell Situatioun vun eiser Gemeng an den nächsten Joeren genee am A müssen behaalen. Och wann d'Gemengeschold déi mer momentan hunn, och souguer wann mer den neien Emprunt huelen, nach duerchaus akzeptabel ass, sou ass et awer och esou, dass mer müssen ganz wachsam sinn well mer wëssen dass di nächst Joeren wirtschaftlech an finanziell zu Lëtzebuerg also domat och hei bei eis an der Gemeng sécherlech net mi einfach wärt ginn. Dat wärt mat grousser Wahrscheinlechkeet dozou féleren, dass mer deen een oder aneren Projet deen mer wëllen realiséieren vläit müssen sträichen oder war eenzel Projeten an der Zäit, wat och schon mal gemaach ginn ass, no hannen verschieben.

Allerdings ass et awer och esou, dass di Emprunts di opgeholl gi sinn an den leschten Joeren fir Investitiounen gebraucht gi sinn déi d'Liewensqualitéit vun eisen Matbierger däitlech verbessert huet. D'Beispill vun der Maison Relais weist dass di vill Suen, di mer do an d'Infrastruktur vun den Heiser respektiv an all Joers an d'Funktionnementskäschten stiechen, Suen sinn di äussert sénnvoll sinn an déi vill Familljen an Kanner immens wichteg sinn. Och d'Erneierung vun eisen Schoulen huet vill Suen kascht an kascht se nach émmer. Mee wen wëll hei bannen bestreiden dass Investitiounen an d'Ausbildung vun den nächsten Generatiounen sénnvoll Ausgaben sinn. Den Opbau an den Ausbau vun eisen Sport- an Kulturinfrastrukturen, an do ass den Ausbau vum Scheierhaff mat der Erweiderung vun der Schwemm e gutt Beispill énnert villen, dréit och zur Attraktivitéit vun eiser Gemeng mat bai an ass wichteg fir d'Gesondheetserzéitung an bitt wieder Méiglechkeeten fir sportlech an kulturell Aktivitéiten an ass also domat e wichtegen Beitrag fir d'Wuelbefannen vun de Leit di hei an eiser Gemeng wunnen.

Eng Gemeng huet och eng wichteg Funktioun an der Emweltpolitik an dëse Budget weist och däitlech dass eis Gemeng dës Aufgab ganz sérieux hëlt an hiere Beitrag dozou leeschten kann.

Ech wëll ierch lo och erspueren all di verschidden Ausgaben an wichteg Projeten nach eemol opzeielen, well den Buergermeeschter an eis 1. Schäffin hun dat di leschte Kéier an all Detail gemaach.

Dëse Budget ass eiser Meenung no also e ganz gudden Budget, deen een mat guddem Gewëssen kann mat stëmmen, och wann mer wëssen, an dat huet den Schäfferot en Méinden och selwer gesot, dass mer all zesummen müssen oppassen, dass mer eis Einnahmen an eis Ausgaben genee énnert d'Lupe huelen an natierlech och eis Schold an den nächste Joeren genee am A müssen behaalen.

Mir wärten also, wat ierch net wärt iwwerraschen, dëse Budget mat stëmmen.

Ech soen ierch Merci.

Robert RINGS

DER SCHÖFFENRAT NIMMT STELLUNG

Nach den Stellungnahmen der Fraktionen, bezog der Schöffenrat Stellung zu einigen zuvor von den Oppositionsparteien aufgeworfenen Fragen und Kritikpunkten.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) wies den Vorwurf der Oppositionsfaktion CSV zurück, dass man auf dem Gebiet der Studentenwohnungen nicht aktiv sei. Er erinnerte daran, dass 230 Studentenwohnungen auf dem Sanemer Territorium vorgesehen seien und ein Projekt mit 50 weiteren Wohnungen in Belval Nord in Planung sei.

Weiterhin verdeutlichte er unter anderem, dass die Sommerrodelbahn ein Projekt sei, das vom zuständigen Ministerium finanziell beachtlich unterstützt wird und in deren Fünf-Jahres-Plan figuriert. Den Vorwurf der Subsidien im Zusammenhang der Untersuchungshaftanstalt wolle er ebenfalls nicht so stehen lassen. Hier habe der Schöffenrat in langwierigen Verhandlungen das Bestmögliche herausgeholt. Außerdem seien konkrete Vorschläge der Opposition zu Einsparungsmöglichkeiten im ordentlichen Haushalt anstelle von bloßer Kritik immer willkommen.

An die DP gerichtet, antwortete der Bürgermeister, dass die demografische Entwicklung im Viertel Belval zur Zeit nicht den Bau des Schulkomplexes „Ecole Belval Sud“

erfordere, die Pläne aber fertig sind und nach einigen Monaten der Überarbeitung könne man sofort mit dem Bau beginnen. Das Projekt des betreuten Wohnens sei auf einem guten Weg, allerdings dauere es auch dem Schöffenrat zu lange, aber man versuche weiterhin alle Möglichkeiten auszuloten. Auch Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) betonte in diesem Zusammenhang ebenfalls, dass dieses Projekt anhand der Komplexität mit vielen Schwierigkeiten verbunden sei. Dafür solle man aber auch nicht ausser Acht lassen, dass die Gemeinde Sanem als eine der einzigen Gemeinden ein eigenes Alten- und Pflegeheim betreibt.

Schöffin Myriam Cecchetti (Dél Gréng) gab dann noch einige Erklärungen zum Haus 2020. Man habe sich noch nicht auf eine bestimmte Immobilie geeinigt, da mehrere gemeindeeigene Häuser in Frage kommen könnten. Die Renovierung des besagten Hauses soll ganz genau dokumentiert werden und auf der Internetseite der Gemeinde abrufbar sein, so dass unsere Mitbürger alles Schritt für Schritt nachverfolgen können. Dieses Musterhaus soll unseren Bürgern zeigen wie man renovieren und somit sparen und die Umwelt schützen kann.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) kam dann auf die Budgetrede von Dél Lénk-Rat Serge Urbany zurück, die seiner Meinung nach eher eine nationale Rede auf „Chamber“-Ebene gewesen sei. Als Gemeinde sei man in Sachen Einflussmöglichkeit auf nationalem Niveau eher eingeschränkt. Ausserdem sei man stolz darauf, dass die „Maison de la laïcité“, für die es auf jeden Fall einen Bedarf gibt und für die anderen Südgemeinden sich ebenfalls ausgesprochen haben, auf dem Gebiet der Gemeinde Sanem angesiedelt worden ist.

Anschliessend betonte er nochmals, dass es sich hierbei um ein gut durchdachtes Budget-Dokument handele, das sozial, verantwortungsvoll und zukunftsorientiert sei.

Zum Abschluss wurde mit den Stimmen der rot-grünen Mehrheit (10 Ja-Stimmen genegüber von 5 Gegenstimmen) die Haushaltsvorlage 2013 gestimmt. Gleiches galt für den rektifizierten Haushalt 2012.

GEMEINDERAT ROBERT RINGS NIMMT ABSCHIED VON DER LOKALPOLITIK

Bevor Bürgermeister Georges Engel (LSAP) die Sitzung schloss, wurde dann Robert Rings (Dél Gréng) für seine 19jährige Tätigkeit im Gemeinderat Sanem, wovon er 13 Jahre als Schöffe amtierte, geehrt. Unter anderem lobte er die politischen und menschlichen Qualitäten von seinem Schöffenratskollegen und Koalitionspartner, mit dem sich über die Jahre hinweg auch eine Freundschaft entwickelt hat. Er bedankte sich bei Robert Rings für seine langwierige und tadellose Arbeit und wünschte ihm für seinen neuen Lebensabschnitt nur das Beste.



Der langjährige Gemeinderat Robert Rings (Dél Gréng) verabschiedet sich aus der Politik. Sein Nachfolger ist ab 2013 Alain Cornély

Auch Schöffin und Parteikollegin von Dél Gréng Myriam Cecchetti sowie alle anderen Sprecher der Fraktionen würdigten den beliebten Gemeinderat Robert Rings, der sich aus persönlichen, beruflichen und familiären Gründen zum 1. Januar 2013 aus der Lokalpolitik zurückziehen wird. Seine Nachfolge wird Alain Cornély aus Sanem antreten.



Commune de Sanem